

Tribune socialiste

# ts

PORTUGAL :  
la révolution en marche



HEBDOMADAIRE DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE 3 F 50  
n° 650 du 22 au 30 mars 1975



avec  
Haby  
l'usine  
c'est  
le chômage





# Sommaire

RENAULT : l'isolement du Mans	p. 4
SYNDICATS : les rendez-vous de la lutte des classes	p. 5
NUCLEAIRE : une bataille politique	p. 6
LYCEENS : après Pâques, on continue	p. 7
TRAVAIL : l'usine au quotidien	p. 8-9
IMPRIMERIE : l'occupation du « Parisien » après la « Néo », Lang	p. 10
LACQ : une grève sans grévistes	p. 11
PAYSANS : une histoire de piquette	p. 12
IMMIGRES : l'attentat contre Laïd Moussa	p. 12
L'ANNEE DES FEMMES : profitons-en !	p. 13
PORTUGAL : la révolution en marche ?	p. 14
CAMBODGE : vers la libération totale	p. 15
CHILI : le « Club de Paris » et la junte	p. 15
RACISME : le Dupont-Lajoie d'Yves Boisset	p. 16

**TS NE PARAITRA PAS LE 29 MARS (samedi de Pâques). Mais, Ô joie, il sortira sur vingt-quatre pages le 5 avril.**

## Librairie Liste N° 2

GUIDE DU MILITANT - D. Langlois LE SEUIL	23,00 F
SOUVENIR D'UN MILITANT - E. Depreux FAYARD	50,00 F
LE METIER DE MILITANT - D. Mothé LE SEUIL	7,00 F
LA GAUCHE ALLEMANDE. 1920 - 1922. SPARTACUS	10,00 F
LE SAUVETAGE DU BAC - M. Charlot LE CERF	16,00 F
LE MARXISME CONTRE DICTATURE - R. Luxembourg SPARTACUS	5,00 F
Prix réel	111,00

NOTRE PROPOSITION : F. 100,00 FRANCO

Commande & Règlement à : EDITIONS SYROS. 9  
Rue Borromée. 75015 Paris - C.C.P. 19 706 28 PARIS



HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert  
HERCET - Alain TLEMCEN  
Rédaction : 566.45.64 - Administra-  
tion : 566.45.37 - Publicité : REGIE-  
INFORMATION (770.40.18)  
Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Rédaction en chef :  
Philippe MARIÉLIE  
Secrétariat de rédaction : Monique  
GRIMA

Maquette : Chantal LENDER  
Secrétariat - Documentation : Marie-  
Françoise CHAILLEUX  
Dir. publ. : André BARJONET  
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la  
dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer  
la nouvelle adresse complète.  
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F  
pour six mois. Soutien : 150 F

CADET-PHOTO-COMPOSITION-75009 PARIS  
Imprimerie : ETC - 76190 Yvetot.

*pour lutter  
il faut lire ts...*

Un nom : .....  
une adresse : .....  
et un chèque de 100 F  
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

**T.S.** 9, rue Borromée - 75015  
CCP PARIS 5.826.65



**vient  
de paraître  
le courrier  
des  
entreprises**

N° 25 - Prix : 2,00 F.  
Commande et règlement à :  
Editions SYROS, 9 rue Borromée,  
75015 PARIS.



## Courrier

### ● mauvaise querelle

La mauvaise querelle que vous me cherchez à propos de mon papier sur la fédération des Côtes-du-Nord dans « PH » ne laisse pas de me surprendre. J'ai tenté, en respectant scrupuleusement les faits, de rendre compte de l'histoire de cet « accident historique » qu'a été le PSU d'Antoine Mazier, et de la fin de cette « anomalie ». Je n'ai jamais parlé de la fin de la fédération des Côtes-du-Nord, moins encore de la fin du PSU, ce qui serait étonnant de ma part et de la part de PH qui nous sommes battus pour son maintien (mais peut-être l'avez-vous oublié ?).

Hervé Hamon - Paris ■

### ● une certaine complaisance ?

Sympathisant et fidèle lecteur de TS, je me suis souvent posé une question, dont politiquement parlant, je n'ai jamais encore entendu débattre soit à la radio, à la TV, dans les journaux. Il s'agit de la drogue chez les jeunes ! La drogue n'est pas nouvelle bien sûr. Elle a de tous temps existé. Mais il me paraît (à tort ou à raison) qu'elle a dû augmenter dans de sérieuses proportions en France surtout depuis mai 68.

Est-ce le fait du hasard ? Ou plutôt ne fallait-il pas calmer à cette époque l'ardeur un peu par trop révolutionnaire des jeunes ? Le gouvernement et les pouvoirs publics n'auraient-ils pas alors favorisé avec une certaine complaisance l'entrée de ces drogues qui circulent presque librement dans les écoles ? Maintenant bien sûr, conscient du grave danger que cela représente, il faudrait hypocritement faire machine arrière ? Je voudrais bien me tromper dans mes impressions...

Edmond Gaveau - P-S-B. ■

**TEP**  
direction guy rolard

11 au 23 mars  
BALLETS  
**Théâtre  
du Silence.**

17 rue Malte-Brun Paris 20 e  
M° Gambetta - tél 636 79 09

### ● Sale pavé

Vous me permettez de trouver assez regrettable la publicité faite dans le TS n° 648 en faveur de « Sexpol » n° 2. Je pense que cela ne peut que nuire à l'image de notre parti en laissant croire, que — pour nous — la révolution va de pair avec un déferlement sexuel tous azimutés. Cela peut faire plaisir à certains, peut-être, mais à cause de ce pavé publicitaire, il ne m'est pas possible d'utiliser ce numéro de TS, par ailleurs valable, en direction de certains sympathisants qui... ne comprendraient pas, c'est le moins que je puisse dire.

Si encore TS croulait sous le nombre de ses lecteurs...

R.M. ■

### ● La lutte contre l'ordre

L'ordre des médecins, par une lettre personnelle à chacun des praticiens, essaie de monter une énorme offensive contre tout contrôle, contre tout changement de la réglementation en cours.

Cette lutte attaque violemment la proposition de loi n° 1472 visant à supprimer le Conseil de l'Ordre, et appelle à la lutte. « L'Ordre refusera de se laisser culpabiliser par une minorité de confrères dont les mobiles sont peu clairs ».

Les réactions des toubibs de la base devraient être vives et intéressantes. Mais dans l'état actuel des choses, l'individualisme et la surcharge professionnelle peuvent ralentir la riposte. Nous devons donc faire connaître les premières réactions partout où le contact est possible ; il faut regrouper médecins de gauche et usagers, élaborer des réponses collectives, les publier.

C. Godeborge - Albertville ■





## la campagne d'action du PSU sur l'emploi :

# UNE SEMAINE... ET APRES...

□ Avec la morgue élégante qui lui est propre, Jacques Chirac jetait il y a peu un « **la situation n'est pas aussi sombre que certains le disent...** » Et pourtant... Selon les dernières statistiques publiées par le ministre du Travail, il y avait 769 000 demandeurs d'emplois fin février contre 765 000 fin janvier, mais en fait, si l'on tient compte des variations saisonnières, il faut compter 727 000 demandeurs soit 4,1 % de plus en un mois.

Les chiffres sont accablants : en un an c'est une augmentation de 65 % qui a été enregistrée ! Les offres d'emploi sont en forte diminution : 137 500 fin janvier contre 114 200 fin février (moins 30 % en un an) et les patrons profitent souvent de la situation pour réduire les conditions d'embauche (les contrats à durée déterminée se multiplient).

Vus dans leurs détails, ces

chiffres d'ensemble sont particulièrement indicateurs. La proportion des jeunes et des femmes parmi les chômeurs continue d'augmenter : fin décembre 46 % des demandeurs d'emploi avaient moins de 25 ans ; les femmes, elles, représentent 50 %.

Quant aux tendances, elles ne sont pas plus « **encourageantes** ». De nombreuses petites et moyennes entreprises ont déposé leur bilan ; ceci a constitué et constitue encore une part importante de la vague de licenciements. Mais on assiste de plus en plus à un nouveau mouvement de restructuration dans des branches où les regroupements financiers ne s'étaient pas encore traduits par des transformations sur le plan industriel. Ainsi beaucoup d'entreprises qui ont d'abord choisi la solution du chômage partiel (qui augmente lui aussi : plus de 500 000 travailleurs touchés) seront amenés

à modifier leur politique et à opérer des licenciements accompagnés d'un effort de nationalisation du travail maintenu.

Tels sont les faits. Et pour lutter contre le plan Giscard-Chirac d'austérité et de chômage, les condamnations, les protestations et autres « prises de positions » servent à peu de choses.

### rien qu'un « coup » ?

Ce qu'il faut — et c'est ce que le PSU a proposé — c'est une véritable campagne d'action organisée ensemble par toutes les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier. Et pourtant c'est « seul » que le PSU, cette semaine, a développé « sa » campagne nationale. Y-a-t-il là une volonté sectaire d'affirmation ? S'agissait-il pour le PSU d'apparaître ? Bien au contraire. Il s'agissait — et il s'agira encore — de démon-

trer, dans les faits, que l'unité des travailleurs est non seulement nécessaire mais possible. Le démontrer par l'activité et pas par l'exhortation ou la dénonciation.

Car s'il est bien un problème où les travailleurs doivent « frapper ensemble », quelle que soit leur opinion politique, c'est bien celui de l'emploi. Agir, dans l'unité, mais comment ? La semaine d'action du PSU, ce n'était pas non plus un « coup », une initiative ponctuelle, sans lendemain.

A travers l'intense activité déployée par les sections et fédérations, ce sont les bases d'un mouvement permanent et de grande envergure qui ont été jetées. Un mouvement de résistance s'élargissant sans cesse à de nouvelles couches de travailleurs, coordonnant les combats d'usines avec les luttes des chômeurs, articulant les batailles défensives locales avec l'offensive





politique contre le gouvernement Giscard-Chirac, les luttes des travailleurs avec celles de la jeunesse scolarisée, etc...

Cette démonstration, les militants du PSU l'ont faite dans trois directions.

Tout d'abord l'information : des centaines de milliers de tracts distribués, des interventions spécifiques pour les jeunes, les femmes, des centaines de mini-débats organisés autour de panneaux explicatifs, sur les marchés, à la porte des entreprises, des dizaines de réunions publiques souvent en liaison avec la CFDT, la JOC et d'autres encore.

Puis l'action en direction des sans-travail, que ce soit à Massy, à Metz, à Avignon, à Paris, du Nord au Sud de la France, nombreuses sont les agences locales pour l'emploi ou les mairies qui ont vu des groupes de militants expliquer inlassablement aux chômeurs le sens de la politi-

que du patronat et la nécessité de l'organisation des comités de défense. Souvent les « piquets » se sont tenus toutes la semaine et ont abouti à la création de comités de chômeurs. Dans certaines villes, les agences du chômage ont été occupées par des militants et des travailleurs, comme à Besançon par exemple où 50 militants du PSU dont Charles Piaget se sont installés dans les locaux le mardi 18 mars.

Ensuite la solidarité et la popularisation des conflits en cours ; ce sont les manifestations de la fédération de Paris, le lundi 17 à la Gare Saint-Lazare, ou le mercredi 19 place de l'Opéra. Dans ces deux lieux publics où passent des milliers de travailleurs et d'employés, les militants, panneaux à l'appui, ont organisé plusieurs petits forums où des travailleurs de la Néogravure, des PTT, ont expliqué le sens de leurs luttes et où les travailleuses d'Erverwear ont

vendu leur production « sauvage » ; c'est l'intervention mardi 17 de la section Renault Billancourt (avec tracts et panneaux) où André Barjonet au nom de la direction du parti s'est adressé aux équipes pour les assurer du soutien du PSU dans la bataille contre la provocation de la direction et du gouvernement ; c'est aussi à Evry le 19 où, à l'appel de la section, des chômeurs et des travailleurs sont allés dire à Chirac venu donner sa caution à la politique de centralisation des affaires rentables et de prestige sur cette ville nouvelle) ce qu'ils pensaient de sa politique ; ce sont aussi ces dizaines d'interventions dans les petites entreprises de province où les militants du PSU se sont portés au premier rang de la défense des revendications ouvrières.

### une lutte opiniâtre

Ces trois axes de leur campagne, les militants du PSU ne

vont pas, la semaine finie, les abandonner. Loin de là. Ils ont voulu pendant une semaine redoubler d'énergie, concentrer leurs efforts, montrer que la seule voie est la lutte opiniâtre, pied à pied où aucune position n'est lâchée, sauf pour en conquérir de nouvelles.

Ils ont popularisé de nouvelles perspectives d'action :

- pour la réduction générale des heures de travail sans perte de salaires afin que tout le travail disponible soit distribué à tous les travailleurs et que le patronat paie !
- pour le contrôle ouvrier sur la production, les livres, l'outil de travail, pour que soient licenciés les exploités !
- pour l'unité sans exclusive de tous pour l'action.

Et ce travail ne se terminera qu'avec la fin du régime qui le provoque.

Maurice NAJMAN ■

## Renault

# Rompre l'isolement du Mans



Depuis une semaine la situation n'a guère évolué à la Régie Renault. La direction forte du soutien du gouvernement accentue sa pression, comptant visiblement sur l'essoufflement des OS du Mans. Dans les autres usines, les horaires journaliers ont été diminués, plusieurs journées ont été chômées sans la moindre compensation ; 17 ouvriers dont trois délégués ont été licenciés à Billancourt. Et pourtant aucune riposte de masse n'a eu lieu.

Les organisations syndicales et particulièrement la CGT semblent prises au piège. La tactique du harcèlement en ordre dispersé, les petites grèves « limitées et responsables » n'ont pas été payantes pour une raison très simple : si une action des travailleurs à la Régie devient efficace, l'épreuve de force est inévitable. Pratiquement tous les conflits d'envergure depuis 1968 chez Renault l'ont démontré ; cependant il est des organisations syndicales qui font semblant de ne pas l'avoir compris.

Il y a bien eu quelques réactions de colère des travailleurs à Flins et Sandouville lors de l'annonce des lock-out, mais sans suite. Les ouvriers ne se sont pas présentés à l'usine les jours de fermeture. Seuls deux cents lockoutés de Cléon sont venus à Billancourt en délégation.

Il est bien difficile de mobiliser à nouveau lorsque l'on a fait reprendre le travail quelques semaines

plus tôt après avoir affirmé que les 13 centimes de plus par heure constituaient une avancée importante.

— La revendication des ouvriers du Mans (250 F de plus pour tous par mois) concerne tous les travailleurs de la Régie ; au lieu de la populariser, les syndicats polémiquent avec la direction sur le coût des revendications. En clair cela signifie que cette revendication n'est pas vraiment prise en compte au niveau central.

La Régie bombarde le personnel de lettres à domicile qui mettent très habilement à jour les contradictions des organisations syndicales, elle augmente progressivement le nombre de journées chômées, repousse la date des discussions avec les syndicats sur les classifications. Chirac déclare que si les ouvriers de Renault veulent se payer une grève de longue durée, eh bien ils n'ont qu'à y aller.

Les organisations syndicales vont-elles enfin assumer des mots d'ordre unitaires précis sur les classifications et sur les salaires ? Vont-elles proposer des luttes offensives à la mesure du rapport de force qu'il faut créer pour vaincre ?

Pour le moment les OS du Mans tiennent bon et continuent de couler les cadences : il est impératif qu'ils ne restent pas seuls dans la bataille.

Daniel JUGE ■

## SÉRIE DELTA

# Le combat des consommateurs

JOSÉE DOYÈRE

journaliste du Monde, reconnue comme la mieux informée d'Europe sur les problèmes de consommation

Préface Hubert Beuve-Mery

« Il est temps de prendre conscience et d'agir, de ne plus être le « cochon de payant » râleur et résigné.

236 p. - 29,50 F

# Les transports en question

GÉRARD GUYON

diplômé de l'École supérieure des transports, membre du Groupe-ment pour l'étude des transports urbains modernes

L'analyse comparée des systèmes français et étrangers permet de proposer ici une solution globale, où les éléments techniques s'intègrent dans une conception nouvelle des transports.

192 p. - 24 F

CERF





# Les rendez-vous de la lutte des classes

Une certaine confusion règne dans les organisations ouvrières au sujet des conditions et des limites dans lesquelles peuvent s'engager les pourparlers avec le patronat et l'Etat bourgeois. Ces règles de conduite sont fort simples, encore faut-il les connaître et respecter. Elles doivent être modulées, car les formes et les modalités de leur application dépendent du rapport des forces entre les classes antagonistes.

Demandons-nous tout d'abord si les partisans de la lutte des classes peuvent négocier avec les représentants de la bourgeoisie et de son Etat ? La réponse est positive ; non seulement les représentants ouvriers peuvent, mais ils doivent négocier aussi longtemps que le prolétariat et ses alliés ne sont pas assez forts pour imposer leur volonté.

Quand le rapport des forces le permet, quand l'ennemi de classe se sent trop faible pour affronter la puissance ouvrière, tout retard, toute hésitation, tout recul, favorisent la bourgeoisie, affaiblissent et démoralisent les travailleurs. L'offensive, en ce cas, est de rigueur et toute tergiversation, toute négociation prolongée sont des pièges tendus pour l'adversaire pour gagner du temps.

En revanche, si le rapport des forces n'est pas favorable aux travailleurs, il faut accepter de négocier, afin de conclure le compromis le moins mauvais possible. Si la résolution des travailleurs concernés par le conflit n'est pas suffisante, il est souhaitable de traîner les négociations en longueur pour avoir le temps de populariser les revendications et de montrer leur bien-fondé. Dès que cette mobilisation sera acquise, la pression doit être accrue, la négociation accélérée afin d'obtenir le maximum de satisfaction.

Si au contraire, le conflit éclate au moment où la combativité atteint le

sommet, il importe d'imposer une rapide négociation pour ne pas laisser le mouvement s'enliser. Enfin, si l'action piétine, si le mouvement commence à s'effiloche, il faut le terminer au plus vite, quitte à renoncer à certaines demandes justifiées, mais irréalisables dans l'immédiat.

## le véritable détenteur

Après l'enlèvement des grèves à l'ORTF et aux PTT, l'épreuve de force, que cherche délibérément le gouvernement avec les employés de la Régie Renault, appelle un effort persévérant de solidarité et de soutien de toutes les organisations ouvrières. Un échec de cette forteresse prolétarienne risquerait d'avoir de graves conséquences : affaiblir la combativité dans les autres secteurs du front de classe ; favoriser une tentative de démantèlement et de transfert progressif au secteur privé de cette grande entreprise publique.

Avec qui négocier ? Avec celui qui détient le pouvoir économique ou politique et qui est en état de conclure un accord avec les représentants ouvriers. Il vaut mieux négocier avec le véritable détenteur du pouvoir qu'avec des sous-fifres, munis de prérogatives limitées. Dans les administrations, les services publics et le secteur nationalisé, avec les ministres compétents de préférence aux directions, qui ne disposent que d'une étroite marge de manœuvre. Dans les entreprises privées, plutôt avec le patron qu'avec ses mandataires. Il va de soi qu'une négociation doit, pour réussir, être accompagnée par des actions directes sur le terrain (grève perlée, grève tournante, grève totale, occupation, séquestration des dirigeants, manifestations de rues, etc.).

Il importe moins avec qui on négocie qu'en vue de quoi ! Pompidou a négocié à Grenelle avec les syndicats en mai 1968 et a consenti d'importantes concessions pour éviter que le mouvement ne dépasse pas les

limites des revendications immédiates dans le cadre du régime existant. En même temps, Chirac discutait dans les coulisses pour préparer l'accord officiel. Peut-on dans ces conditions, établir des règles rigides autorisant le contact avec les uns, l'interdisant avec les autres ?

Le seul critère de la validité d'une négociation est son efficacité ! De ce point de vue, Georges Ségué, secrétaire général de la CGT, avait raison de se dire prêt à se rendre à l'Elysée, si une négociation sérieuse pouvait s'y nouer. Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, avait également raison de demander à être reçu d'urgence par Chirac à l'Hôtel Matignon pour lui parler de la lutte contre le chômage et la vie chère. Fiszbin, secrétaire de la région parisienne du PC, avait lui aussi raison d'avoir voulu saisir Giscard des revendications urgentes des travailleurs parisiens.

## opportunité et principe

C'est Georges Marchais qui avait tort de vouloir codifier de telles rencontres, approuver celle avec Chirac, désavouer celle avec Giscard. Si des démarches de cette sorte permettent de sensibiliser et de mobiliser l'opinion publique, elles sont fondées. Si elles ne servent qu'à faire patienter les travailleurs et à retarder leur action, elles sont à proscrire. Quant au dépôt des pétitions et autres formes de sollicitation de ce genre, elles mettent les travailleurs en position d'infériorité.

Le secrétaire général du PC a motivé cette différence d'attitude par le refus de principe de rencontrer Giscard. Piètre argument ! Il a bien accepté non seulement de se rendre chez Pompidou, mais, en cas de la victoire de la gauche aux élections législatives de 1973, de participer à un gouvernement nommé par celui-ci, s'il consentait à se soumettre au verdict populaire. Allez ou non chez

Giscard est une question d'opportunité et non de principe. Mitterrand avait raison de le rappeler, tout en refusant, à tort, de désavouer Defferre pour sa manière de recevoir Giscard à Marseille.

En fait, sous couvert de l'intransigeance, Marchais s'inspire indirectement de la constitution gaulienne de la Ve République. Puisque c'est le gouvernement et non le président qui conduit les affaires de la nation, une démarche à Matignon est licite, à l'Elysée illicite. C'est du formalisme, car les décisions sont prises non à Matignon mais à l'Elysée et il est souvent sans objet de faire ce détour. Sauf, si l'on peut insérer un coin entre les deux centres de décision et profiter de leurs contradictions.

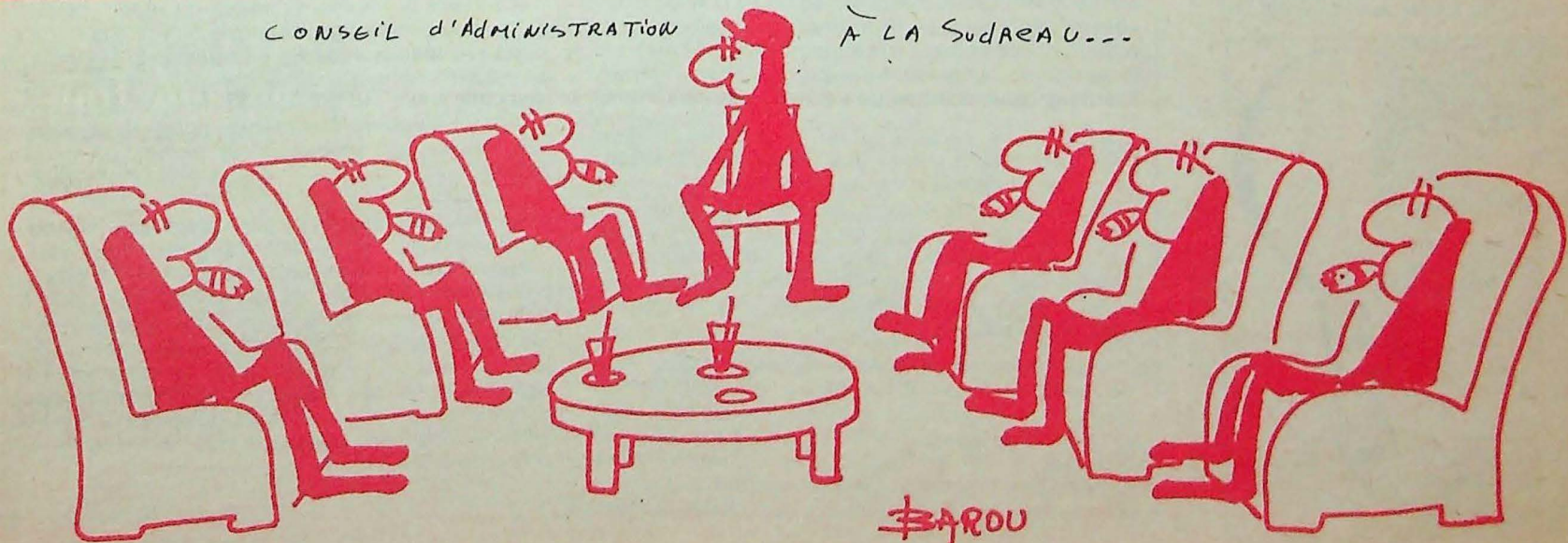
Les travailleurs qui subissent de plus en plus durement les effets de la crise, mais qui n'osent pas encore se lancer dans la lutte par crainte du chômage, attendent de leurs mandataires des initiatives qui leur permettraient de mieux se défendre et de contre-attaquer. Ils se moquent pas mal du protocole, de ce qui est admis ou interdit dans les milieux politiques, des manœuvres savantes du gouvernement et des partis d'opposition. Pour eux, seul le résultat compte ! Et ils constatent, avec surprise et regret, que l'ennemi de classe agit parfois avec plus de souplesse que leurs propres représentants.

Il ne suffit pas de dresser des barrages de carton contre la collaboration de classe, en interdisant tel rendez-vous ou tel autre. La lutte des classes impose à ceux qui s'y engagent une grande fermeté, mais aussi une grande mobilité et flexibilité. Si une visite chez Giscard, soutenue par une pression extérieure, promet d'être fructueuse, il faut y aller. Sinon, il faut refuser de s'y rendre, sans tenir compte des subtilités et présences protocolaires. L'intérêt des travailleurs est, dans chaque cas, le seul critère et la loi suprême.

Victor FAY □

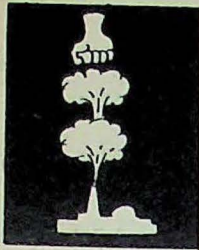
CONSEIL d'ADMINISTRATION

A LA SUDREAU...



BAROU





# une bataille politique

◆ Nous sommes tous concernés par le choix du gouvernement et de l'E.D.F. Et pourtant, il a fallu l'affaire du référendum de Flammanville pour que la question d'une consultation populaire soit posée. Nous exigeons le contrôle sur toutes ces décisions, qu'elles concernent l'immédiat ou l'avenir. Encore faut-il, pour que cela soit possible, disposer de l'information.

En particulier, tout a été fait comme si il n'y avait pas de solution alternative sérieuse au nucléaire pour les années à venir et surtout, tout a été fait pour que cette alternative paraisse impossible :

— en ce qui concerne les sources d'énergie principales, qui sont surtout constituées par les carburants fossiles, la plus grande incertitude règne sur les réserves réelles de pétrole, et le silence est fait sur les énergies de charbon (Jura) ;

— en ce qui concerne les énergies de substitution ou complémentaires, aucune recherche sérieuse n'est engagée, ni sur le géothermique (pourtant déjà exploité en Italie et en U.R.S.S.), ni sur les schistes bitumineux, ni sur les énergies solaires et éoliennes.

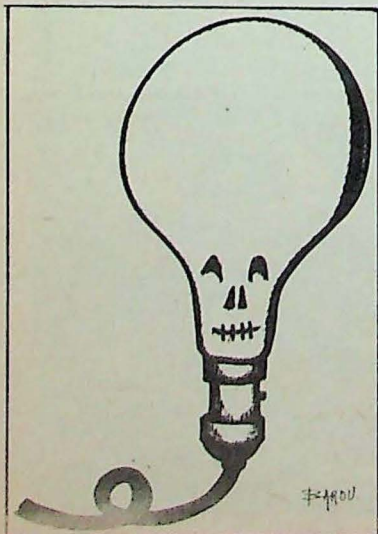
Quand l'information a-t-elle été donnée sur tous ces problèmes ?

De la même manière, il a fallu « l'appel des 400 » pour que la vérité sur les problèmes de sécurité apparaisse. Les informations données par l'E.D.F. lors des enquêtes préalables sont d'une pauvreté scandaleuse : les agriculteurs ne s'y sont pas trompés !

## Les risques de militarisation

Un tout autre danger se profile derrière les questions de sécurité. La société actuelle, si elle peut les prendre en charge, n'a qu'une seule réponse : l'extension du contrôle militaire sur les activités civiles.

Le développement de la force nucléaire stratégique, les exigences de sécurité dans la production, le transport, le stockage du matériel et celles de la défense d'un territoire soumis au risque atomique ont en-



traîné une véritable mutation du rôle de l'armée : c'est l'apparition de la sécurité militaire dans les entreprises, la défense opérationnelle du territoire, la protection des points sensibles prioritaires.

Qui peut ignorer que la concentration simultanée sur le territoire français d'installations nucléaires importantes risque d'entraîner des mesures analogues (quitte à prendre le prétexte des risques d'attaques, d'attentats, de chantage, etc...) ?

A travers le nucléaire et les incertitudes actuelles sur la sécurité, c'est le visage de la société française de demain qui se prépare. La lutte contre le nucléaire rejoint donc celle que nous menons pour le contrôle populaire sur l'armée.

## Le débat sur la croissance

C'est aussi le type de croissance économique et sociale que l'on détermine par les choix énergétiques.

Il est inexact de prétendre qu'un même rythme de croissance implique une même augmentation de la production d'énergie. Il n'est que de constater les énormes gaspillages, qui sont bien moins le fait des particuliers que celui des entreprises et du mode d'urbanisme, pour se convaincre que le rythme de croissance énergétique des dernières années n'est pas inéluctable.

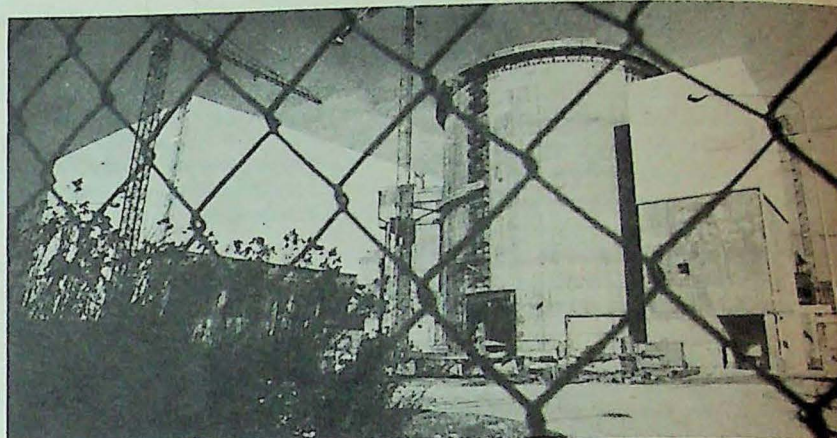
A l'inverse, la quantité et la nature de l'énergie consommée modèle fortement la croissance. Pouvons-nous admettre que la société de demain soit déterminée aveuglément par les décisions de quelques technocrates en matière de production d'électricité ?

C'est une occasion d'ouvrir le débat sur la nature et la finalité de la

croissance économique, mais ce ne doit pas être non plus un débat d'initiés, d'autres techniciens plus éclairés. C'est une question qui concerne les producteurs eux-mêmes : et c'est pourquoi elle doit être débattue parmi tous les travailleurs. Le problème posé par le nucléaire en est une bonne occasion.

1°) pour l'arrêt immédiat du programme, et un moratoire de cinq ans. Partout où l'on voudra malgré tout entreprendre la construction d'une centrale naîtra un nouveau Larzac. Le pouvoir et la direction de l'E.D.F. devront céder.

2°) pour la création d'organismes



Fessenheim : une centrale construite contre la population.

Si l'on réunit ces trois éléments : les questions de survie, de destruction biologique, de devenir génétique sont soumises aux intérêts d'une fraction du capitalisme français ; les décisions sont prises au plus haut niveau par des représentants de l'Etat et des « managers » capitalistes ; la société française actuelle ne peut se prémunir sérieusement contre les risques que par une accentuation du contrôle militaire sur les activités civiles ; alors on ne peut qu'affirmer qu'il s'agit là d'une politique qui contient tous les prémisses d'un système totalitaire.

Seul un autre pouvoir peut aujourd'hui assurer une utilisation des connaissances scientifiques conformes aux intérêts du peuple. Mais il faut agir dès maintenant, et c'est pourquoi nous engageons l'action :

publics de recherche théorique, appliquée et de développement sur les énergies nouvelles, et notamment sur le géothermique, indépendants de l'E.D.F.

3°) pour la reconquête de l'information par les travailleurs ; nous nous battons pour la saisir, la diffuser, organiser le débat sur les choix d'avenir concernant l'utilisation du nucléaire, l'énergie, la croissance.

C'est pour donner à cette action une plus grande ampleur que nous organisons en collaboration avec les Amis de la Terre, un grand rassemblement les 26 et 27 avril à Paris, avec une manifestation et un meeting le samedi 26 avril, et « six heures » de discussion et de réflexion sur les problèmes de l'énergie.

Michel MOUSEL ■

## une déclaration de guerre

◆ Une fois n'est pas coutume l'ensemble de la presse, des milieux gouvernementaux, des sphères politiques dites « responsables », et même la télévision, s'alignent sur le PSU et les mouvements écologiques. Ils prêtent tous la plus grande attention à ce fameux débat nucléaire dont il y a six mois encore les meilleurs esprits (technocratiques s'entend) nous disaient qu'il n'avait pas lieu d'être.

Avons-nous partie gagnée pour autant ? Rien n'est moins sûr. Il n'était que de voir le débat soigneusement délimité et sans opposition franche qui s'est déroulé lundi dernier, sur la deuxième chaîne, pour percevoir l'usage qu'une certaine couche techno-libérale entend faire de la contestation nucléaire. C'est que, à aucun moment, en aucune manière, n'a été posée cette évidence : le nucléaire, c'est de la politique.

C'est pour cela, pour éviter cet étouffement dans de vagues considérations probabilistes, qu'il est nécessaire que la semaine du 20 au 27 avril, culminant avec la manifestation du 26 et les « 6 heures » sur l'énergie du 27, soit un succès de masse. Pour qu'elle ait ce caractère, c'est l'ensemble du parti, de sa « frange sympathisante », mais aussi de ceux

pour qui l'autogestion n'est pas un thème de congrès mais le seul devenir de l'humanité qui doit se mobiliser.

Le capitalisme moderne, avec son « développement impétueux » des forces productives, a créé dans toute une série de secteurs de l'activité humaine des points de non retour au-delà desquels l'humanité dans son ensemble sera brisée, faute d'avoir pu préventivement détruire ce système d'aliénation et de mort. Notre engagement en tant que parti a fondamentalement cette signification.

A travers la remise en cause du mode militaro-policier de production d'énergie qu'est le plan EDF, nous avons tous à mettre en œuvre notre stratégie de rassemblement d'unité populaire la plus vaste possible, car c'est seulement dans la démocratie ouvrière que peut s'élaborer la résistance du peuple aux forces qui menacent sa survie biologique même.

Le but du nucléaire, ce qui « électrise » nos bons maîtres, c'est la notion d'augmentation de la consommation d'énergie par tête. C'est dire que ces braves gens trouvent concrètement que nous ne travaillons pas assez, que nous ne mettons pas assez de vie, de forces naturelles, et de matières premières dans le cycle production-consommation-répression. Ils ont besoin du nucléaire en 1975, comme ils avaient besoin de l'Alsace-Lorraine en 1914. Ils nous ont déclaré la guerre ; nous répondrons au défi.

Jacques THIBAUT ■



# « après Pâques, on continue »

50 000 lycéens dans la rue à Paris mardi 20 mars pour la deuxième journée d'action des lycéens. Au moins autant que le 13 mars. Décidément le mouvement lycéen tient bon ! Mais surtout les lycéens se sont donné rendez-vous pour d'autres échéances, d'autres initiatives. A la fin de la manifestation, ils se sont adressés au ministre en criant tous ensemble « A Pâques on continue ! ».

Haby s'en aperçoit, ce n'est plus la traditionnelle mobilisation de printemps. Aux « blitz-krig » sans lendemain, les lycéens opposent la guerre de position, les tranchées sont construites. La tactique du ministre est différente de celle de Fontanet. Campé sur sa « ligne Maginot », Haby refuse un débat public avec les lycéens, et envoie les forces de police « encadrer » la manifestation.

Le « sang-froid », la maturité des lycéens ont déjoué la provocation tissée par Haby. Pendant que la police empêchait les lycéens de rejoindre le ministère, Haby redoublait d'activités démagogiques. Il organise sa propre journée de « concertation nationale » avec les « délégués lycéens »... fantômes. En effet la coordination lycéenne s'est adressé aux délégués pour qu'ils démissionnent collectivement. A renfort de propagande à l'américaine, le ministre envoie des dépliants aux lycéens, enseignants, parents, pour les « informer » sur la réforme. Le ministre acceptera-t-il une réponse des lycéens aux frais du ministère ?

Haby ne se contente pas de ces « réponses légères ». Il fait appel à du plus musclé. A défaut de concertation avec les lycéens, il l'organise avec les groupuscules fascistes. Sous la protection de la

## mouvement lycéen



police, une bande de nervis du GUD ont attaqué deux « pointes » du mouvement, les lycées Balzac et Mallarmé. Notre camarade Christian Taillandier a été grièvement blessé. Mais la répression ne s'arrête pas là. Elle est aussi directe. Certains lycées sont fermés par ordre du rectorat. Dans une circulaire, M. Prieur, directeur des enseignements élémentaires et secondaires de Paris, recommandait aux chefs d'établissement de veiller « à ce que les activités pratiquées dans le cadre des 10 % soient obligatoirement des activités d'enseignement en rapport direct avec le programme ». La véritable « communauté scolaire » que nous promettait Haby est maintenant bien loin. Cette communauté est en train de naître dans cette lutte permanente dont le prolongement est au troisième trimestre.

### Une étape supérieure...

Les objectifs apparaissent clairement, ils sont illustrés par la journée « portes ouvertes des lycées », le 22 mars. Enseignants, personnel administratif, travail-

leurs, tous les intéressés sont invités à entrer dans les lycées. C'est un premier pas vers l'unité à la base des lycéens et des travailleurs.

Sans la jonction indispensable entre la lutte des lycéens et les luttes populaires, la réforme ne sera pas repoussée. C'est un mouvement d'ensemble contre le pouvoir qui se dessine, et c'est un obstacle de poids auquel est confronté Giscard. Les comités unitaires contre la réforme Haby, à l'exemple du lycée S. Weill, doivent se construire sur les quartiers pour que se discutent largement des plates-formes d'action avec l'école. Cette plateforme du mouvement, discutée par les organisations ouvrières et enseignantes, serait un instrument de consolidation de la lutte contre Haby. Autour de cet objectif, les militants du PSU prennent contact actuellement partout avec le SGEN, la CFDT et le MARC.

Les lycéens doivent aussi trouver une force d'organisation permanente adéquate à leur lutte. Chacun sent bien que les seules coordinations où se tiraillent essentiellement UNCAL et LCR, ne



peuvent exprimer la profondeur du mouvement. L'heure est à la discussion dans les lycées sur la constitution d'une réelle organisation de masse des lycéens.

Mais c'est la mobilisation autogestionnaire des lycéens qui tranchera : car les lycéens sont bien décidés à gagner et pas seulement à se mobiliser. Et cette mobilisation grandit d'année en année. Là où il y a véritable prise en main des lycées par les usagers, en faisant participer les travailleurs, il y a véritable grève. Comme au lycée Lecourbe ou dans d'autres, qui à l'exemple des 10 % sauvages de Voltaire organisent « l'autogestion des 10 % », comme à Marcellin-Berthelot où les lycéens organisent la « grève autogestionnaire » (AG, contre cours), à l'exemple du lycée de Montreuil qui entame sa « deuxième semaine de grève autogestionnaire », comme à l'initiative des militants PSU de S. Weill où les lycéens organisent des contre-cours.

C'est vers cette lutte « active » généralisée qu'il faut s'orienter. Le ministre risque d'en être désorienté...

Charlie NAJMAN ■

## vient de paraître

IXe Congrès du PSU - Amiens Décembre 1974

Les textes du Congrès : « Construire l'unité populaire - initiatives et propositions d'actions », sont en vente à la Librairie Syros, 9, rue Borromée - 75015 - PARIS.

PRIX : 12 F.

10 F à partir de 5 exemplaires.

CCP. 1970628 - PARIS

## la liaison soldats-travailleurs

Si la bourgeoisie, par Bigeard interposé, a lâché en partie sur certaines revendications matérielles de l'appel des cents, c'est qu'elle espère que la lutte des soldats ne franchira pas la barre de l'unité avec les travailleurs. Par le rouage de la commission « armée jeunesse », elle tente de désamorcer l'apparition d'un mouvement pré-syndical lié structurellement aux organisations ouvrières.

Les comités de soldats viennent de prouver que le mouvement a franchi un pas.

Lors d'une conférence de presse, le 14 mars, le syndicat PTT de Seine-Saint-Denis, les UL-CFDT de Noisy-le-Sec et Servan ont présenté le **tringlot en colère** et **G'V m'fâcher**, journaux des soldats de la garnison de Karlsruhe et des soldats des garnisons de Tubingen et Reutlingen exécutés par leur soin.

A la demande des soldats de Verdun, l'UL-CFDT de Verdun lance un appel à la constitution d'une commission d'enquête sur la mort de Serge Camier. Après le soutien de la CFDT et de la CGT aux inculpés de Draguignan, la liaison ouvrier-soldat se concrétise. Elle pourra se développer par le parrainage systématique

des soldats par les sections syndicales, par le soutien matériel et militant des unions locales aux soldats en lutte, par le soutien des soldats aux luttes ouvrières comme à Big Chief à la Roche-sur-Yon.

Aujourd'hui, par IDS et dans les organisations de masse, nous devons faire que s'engage avec les syndicats, les organisations de jeunesse, les organisations d'éducation populaire, la formation et l'organisation des conscrits, la lutte contre la répression et la justice militaire, la lutte pour la liberté d'expression et d'organisation dans l'armée.

C'est par la lutte que la bourgeoisie a cédé sur les revendications matérielles et tous les soldats en sont bien conscients.

## armée :



C'est dans la lutte que se construit l'unité soldats-travailleurs. ■

IDS — Prendre contact — Bertrand Julien BP 112 - 75825 PARIS CEDEX 17.

Le texte de la défense de Bernard Remy est édité chez Syros en plaquette, prix 3 F. Passer les commandes.



## Brèves sociales

### ● Laboratoire Schohn : le travailleur licencié est réintégré

Les travailleurs de la pharmacie et du laboratoire Schohn en Moselle ont gagné (voir TS n° 648). Mercredi 15 mars, devant le tribunal de Sarreguemines, le patron cédant sous la pression des travailleurs qui occupaient les locaux est revenu sur sa décision. L'employé licencié a été réintégré.

### ● Jeans à Buda

A Toulon, les ouvrières des établissements BUDA entament le huitième mois d'occupation de leur usine de confection. Bercées depuis six mois de vaines promesses par les pouvoirs publics, elles ont décidé de produire, afin de relancer la popularisation de leur lutte.

Ainsi, depuis le début du mois de mars, elles fabriquent et vendent des « blue-jeans » au prix unique de 50 F. Elles espèrent de la sorte rompre le mur du silence qui peu à peu s'est instauré autour de leur lutte et obliger ainsi les pouvoirs publics à trouver une solution permettant le redémarrage de l'entreprise sur des bases nouvelles.

La section de Toulon du PSU participe activement à la diffusion des blue-jeans et déjà, les commandes affluent des fédérations de la région. Mais il faut aussi que le soutien passe à un autre niveau et que la solidarité des travailleurs soit effective. Les ouvrières de chez Buda vous invitent, tout comme elles ont invité Giscard, à partager un de leur repas, à venir les voir et à diffuser leur production. Adresse : Comité d'occupation des ex-établissements BUDA, Rue de Turenne, Saint-Jean-du-Var, 83100 Toulon.

### ● Rhône-Poulenc Textile : lutte contre les licenciements

Les travailleurs de Rhône-Poulenc Textile luttent contre les licenciements et la liquidation de certaines filiales du groupe. Le 5 mars, la direction générale annonçait sa décision de fermer l'usine d'acétate du Péage de Roussillon qui emploie 1 000 salariés. Pour la CFDT, « cette condamnation n'est nullement liée à la mévente de l'acétate sur le marché français et européen, mais vient d'une décision prise au sommet et tendant au partage des marchés entre les grands trusts du textile mondial ». Dès le 6 mars, les travailleurs de toutes les usines du groupe intensifient la lutte. Au Péage de Roussillon, cette mobilisation a abouti à un important rassemblement. Les travailleurs de l'usine de Vaulx-en-Velin, autre filiale du groupe, sont touchés par les licenciements. Après avoir organisé une manifestation, ils sont allés rendre visite aux travailleurs de l'usine de Rhône-Poulenc Textile Vaise. Un meeting dans la cantine de l'usine a réuni plus de 1 000 personnes. La CFDT préconise d'intensifier encore la lutte en diversifiant au maximum les formes d'action.

Les réformes s'amoncellent et passent. Les usines restent. Toutes les tentatives de participation, d'intéressement, de cogestion, et plus récemment de co-surveillance, ne modifient ni l'aliénation ni le salariat. La une de l'actualité, il y a un mois, était la réforme Sudreau. Satisfaction de Ceyrac : le pouvoir patronal n'est pas remis en cause. Lundi, le CNPF et les syndicats FO, CFTC et CGC ont signé un accord sur les conditions de travail. On y parle seulement de « limitation » du salaire au rendement, de « restreindre » le travail posté, de « mieux définir » la fonction d'encadrement. Rien qui engage les patrons à appliquer ces réformes. Deux ans de négociations pour rien. La CGT et la CFDT ne s'y sont pas trompées. Elles n'ont pas signé cet accord-cadre et en dénoncent l'hypocrisie. Il n'est pas susceptible d'apporter une réponse aux luttes qui se mènent pour des conditions de travail réellement déterminées par les travailleurs.

Les cadences continuent. Le patronat s'efforce de réduire les salaires par l'arbitraire du chômage partiel tandis qu'il entend maintenir la productivité pendant les heures de travail.

Les résultats de ce processus sont clairs : les accidents du travail se multiplient. 4 février : 2 morts à Fos-sur-Mer, 6 février : 3 morts dans une

## conditions de travail

# Olida : L'odeur fade du jambon

Je vais travailler chez Olida, entreprise de charcuterie à 7 F 29 de l'heure. Je n'ai pas été victime comme les travailleurs immigrés des multiples tracasseries de procédure d'embauche ; ces interrogatoires qui énervent les demandeurs d'emploi à un point tel qu'ils se félicitent d'arriver à avoir enfin « quelque chose » et qu'ils se font tout petits.

### Un univers humain ?

Première journée chez Olida : l'usine est un univers humain. Le personnel est détendu, les individus sont liés entre eux par la camaraderie. Rien de ce monde explosif auquel, du dehors, je m'attendais. A la chaîne, les ouvrières se parlent. Il y a aussi les temps morts avant et après le déjeuner. En quoi cet univers est-il abrutissant ? Je me sens dans une troublante impression de démission. Il y a quelque chose de naturel dans le comportement et les tâches effectuées. Ce n'est pourtant pas par humanité que les patrons d'Olida maintiennent un rythme de travail qu'on appelle humain.

Ainsi, mon travail d'entretien à la chaufferie est complexe : je ne peux en faire plus que j'en fais aujourd'hui sans courir le risque de m'embrouiller et donc de ne pas être bien initié. Je suis pour le patron une machine « humaine », d'un genre particulier.

Prise isolément, chaque opération ne requiert qu'une attention et un effort moyens, mais cette attention doit durer neuf heures par jour pendant des semaines, des mois, des années. Il faut aussi

ajouter les conditions de travail : il y a le bruit, l'éclairage artificiel, les basses températures pour le personnel du sous-sol (magasins frigorifiques, chaînes d'emballage), l'odeur de viande, la graisse sur le sol.

### Ecole du réel et usure quotidienne

L'usine est une école du réel. L'homme en y entrant n'a pas d'autre définition que sa qualité de producteur. Ainsi après la première journée, la question des cadences et de la fatigue commence à se préciser.

Il y a usure, mais cette usure est terriblement répartie, et donc camouflée à l'observateur. Oui, il n'est pas indifférent de se lever chaque matin à six heures pour embaucher à sept heures, et de se retrouver le soir chez soi avec juste assez de temps pour dîner et dormir, si l'on tient à être prêt pour le lendemain. A cause de cette usure accumulée dans les corps, années après années, il m'est déjà possible d'y deviner une fatigue allant jusqu'à l'impossibilité de récupérer ; celle, par exemple, des manœuvres qui tirent les chariots aux sous-sols, celle des ouvriers des chaînes de désossage.

Les congés payés sont calculés pour permettre aux travailleurs de récupérer, mais pas au-delà d'un certain seuil : passé ce seuil, les conditionnements inscrits dans le corps tendraient à s'effacer, et s'ouvriraient alors pour l'ouvrier la possibilité d'un corps disponible, corps d'intellectuel si

l'on veut... En effet, la fatigue, ou plutôt la fatigabilité d'un travailleur, est une notion très abstraite. En tant qu'il est un travailleur manuel, son statut d'être humain est toujours ambigu : jusqu'à quel point n'est-il pas une machine ? C'est avec ce regard que l'on regarde ceux qui, en plein décor urbain, s'enfoncent dans les tranchées des rues, en casque et sarrau jaune : avec le sentiment indéfinissable qu'ils appartiennent à un autre ordre et qu'ils s'aventurent dans l'inhumain.

Difficile d'oublier l'usine quand, des heures après l'avoir quittée et malgré la douche, l'odeur fade de jambon s'attarde encore au bout des doigts et dans les cheveux. Encore n'ai-je pas

# L'u à quot

## accidentés

ils l'ont bien mérité



## Pour s

● Les dossiers de la Fédération HACUITEX : « Le travail posté », « Nous sommes tant : l'organisation scientifique du travail possible, pour qu'il produise au maximum », « Le sang ouvrier » de Gilbert Murry (9 F), paru il y a un an, analyse les mécanismes s'ouvre le premier de ces deux dossiers qui rendement et les luttes menées contre lui. France chaque année : cadences, fatigue, accidents du travail. Très utile pour tous les



# sine u dien

## du travail



affaire au produit lui-même, ma tâche principale à la chaufferie consistant en effet à relever la température des thermomètres placés dans toutes les parties de l'usine. La plupart des tâches ne requièrent pas de qualification spéciale. L'ouvrier est bien, de ce fait, polyvalent. Curieux comme le discours voile cette réalité : il y a l'atelier où les ouvriers travaillent avec un casque protège-oreilles, à cause du bruit.

Au fondoir, où l'on brasse dans des autoclaves les déchets pour la préparation du saindoux, l'atmosphère est saturée de la graisse qui couvre en épais dépôts objets, outils et vêtements. Dans les sous-sols, l'exiguïté des couloirs rend souvent malaisée la

## former

la CFDT : chaque dossier 7 F, disponible à la 5010 - Paris. « Rendement, cadences, chronométrage : le salarié est un simple exécutif découpe une tâche, la plus automatique en faire des ouvriers spécialisés. » Ainsi sent les causes et conséquences du travail au à Syros.

ditions du Cerf. Ce livre qui ne coûte pas cher a million d'accidents du travail dénombrés en

Publiée par la CFDT, cette brochure explique quotidienne pour organiser la prévention des ants.

cokerie à Drocourt près de Lens, 7 février : 1 mort à Shell-Berre, 10 février : explosion à l'usine Rhône-Poulenc, 28 février : un mort dans une cokerie à Lourches près de Valenciennes, 11 mars : explosion à Usinor-Denain.

Entre les statistiques — qui révèlent que les accidents du travail augmentent de 10 % par an — et les projets fumeux du CNPF — un médiateur « Monsieur Sécurité », un certain Jean-Marie Cave chargé d'« étudier » de meilleures conditions de sécurité — il y a la réalité même. La réalité, ce sont les morts atroces de ceux qui tombent dans des cuves d'acide, qui basculent d'un chantier, qui sont broyés par une machine. Ce sont tous ceux dont on ne parle pas qui perdent un doigt ou deux, un bras, un œil. C'est ça l'usine au quotidien. Aujourd'hui plus que jamais. Le profit, la course au rendement restent l'implacable continuation de la société capitaliste. Les réformes, la bonne conscience de quelques patrons essaient de la cacher avec des déclarations « humanisantes » et fumeuses. Mais rien ne change. Nous avons choisi cette semaine de l'illustrer avec un témoignage sur le travail dans une usine de salaisons.

Yves SPARFEL ■

circulation des charriots qui convoient la viande des frigos aux ateliers. La température y est assez fraîche pour que l'on ait imposé la peau de mouton. Au frigo 1, où règne une température constante de - 10, un travailleur réceptionne et met en caisses les abats, qui arrivent de l'étage supérieur par une gouttière. Il est enfermé dans son frigo, hiver comme été, sa solitude interrompue par de rares visites. Il bénéficie pour son inconfort d'une prime de froid de... 20 F par mois.

La quasi-totalité du personnel est engagée sur la même base et il est facile de donner à certaines tâches un caractère promotionnel ou au contraire vexatoire, en distinguant entre tâches « propres » et tâches « sales » — par exemple le magasin et le fondoir.

### L'abrutissement

Aujourd'hui, tout l'après-midi a été consacré au nettoyage d'une machine Diésel. Un tel nettoyage prend du temps et épuise la patience ; on pense aussitôt qu'une machine ferait ce travail mieux et plus vite, mais puisque l'heure de travail n'est payée que 6 F 58, à quoi bon se gêner ? Non seulement il faut entretenir cette machine qui vous aliène, mais encore elle est dangereuse, et il faut travailler avec la conscience de courir le risque qu'à tout moment elle ne vous emporte un membre — voire qu'elle vous tue.

Au bout de 5 heures, la fatigue est venue à l'instant de cesser le travail, comme si ce n'était pas tant l'effort qui coûtait le plus, mais le changement. Il y a une tentation et un confort de l'abrutissement qui, à la longue, s'avère moins pénible pour l'organisme que la brusque transition d'une activité à l'autre. Berceement des bruits, chaleurs moites de l'atelier, monotonie rassurante des gestes à faire : aucune conscience, même la mieux trempée, n'y résiste longtemps.

Quelle représentation peut bien avoir du monde le gars qui, dans la salle des hachis, brasse à mains nues la matière qui ressemble à de la merde, à pleine pâte, dans de grands bacs, toute la journée ? Sentiment de quelque chose qui ne devrait pas exister.

### La machine infernale

Deux accidents aujourd'hui dans la matinée, d'ailleurs bénins, mais cela revient dans tous les propos de la matinée. Narration par un ouvrier d'un autre accident, grave celui-là, survenu à son meilleur camarade, et comment il se rendait chaque soir à Beaujon après le travail, « pour le faire manger ». Il y a, dans tant de bienveillance, beaucoup de pitié, et comme une connaissance intime du destin auquel est voué le corps de chaque ouvrier : l'accident de travail. Lorsque la machine happe le bras, lorsque le corps s'affaisse à travers les échafaudages, on peut voir alors le terrible manque de défense devant cette machine infernale qu'est l'usine.

A la chaufferie, le chef tient son autorité de la compétence : il sort des Arts et Métiers. Il « sait ». Conscience purement technique pour qui une machine est une machine. Léger paternalisme dans ses rapports avec nous. Difficulté d'une prise de conscience politique du cadre.

Aux sachets, le contraste est saisissant entre les traits soignés, souvent délicats, des jeunes femmes à la chaîne, la recherche de la mise, leur posture modeste, et la réalité infâme de leur tâche : mains nerveuses qui se saisissent des chapelets de saucisses et les mettent en sachets.

Cocasserie des gardiens de la loge : anciens de l'usine (40 ans de maison) et s'identifiant à elle, ils recréent une domesticité sur les tas : l'un apporte ses chaussons, l'autre nourrit un chat. Salaire dérisoire, mais ils fournissent la preuve par exemple que l'on peut vivre de l'idéologie de la « maison ».

« Il n'y a pas d'essence humaine : tel était le point de vue des bourgeois à la belle époque. Pour l'ouvrier dont on a brisé le sens critique, l'usine pourrait bien surgir comme un monde où tout serait définitivement normal. Pour s'arracher à une telle hypnose et donner à l'usine quelque chose comme un visage humain, la moindre conquête sociale s'obtient au prix d'une véritable lutte, car la seule chose qui aie jamais été de soi ici, c'est — coûte que coûte — la production.

C. CARLE ■

## Brèves sociales

### ● Couvre-lits à Everwear

A Everwear (Saint-Quentin), 197 travailleurs occupent, produisent et vendent. L'affaire commence en juillet 1974 lorsque la direction annonce que l'usine doit fermer. Mais les travailleurs tiennent bon. Au début de cette année ils apprennent que l'on va procéder à des licenciements collectifs. Immédiatement ils décident l'occupation de l'usine. Très vite ils se mettent à produire. Et le 25 février, réunis en assemblée générale, ils décident de remettre en marche des métiers à tisser pour fabriquer des couvre-lits et les vendre. La vie à l'intérieur de l'entreprise s'organise. Diverses commissions fonctionnent : stock, vente, finances, organisation, sécurité, popularisation.

Le 6 mars, un meeting organisé par la CFDT (majoritaire dans l'usine), la CGT et la FEN a rassemblé plus de 300 personnes.

Le comité de soutien (PSU, PS, LCR, CFDT, FEN, JOC, Fédération Corne) participe au soutien financier et à la popularisation : démarches auprès des municipalités de gauche de l'Aisne, affichage en ville...

Mais de plus en plus, la nécessité de la création d'un rapport de forces face aux pouvoirs publics et au patronat apparaît. D'autres actions à l'extérieur de l'entreprise sont nécessaires. Le comité de soutien se donne pour but la réalisation de ces actions en liaison avec les travailleurs d'Everwear et tous les travailleurs de Saint-Quentin.

### ● B.H.V.-Rivoli : la lutte continue

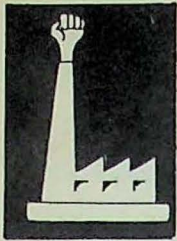
Après l'arrêt de travail de 300 personnes depuis le 28 février, après la réponse négative de la direction le 13 mars, plusieurs services (manutention, réception) sont en grève. Ils jugent insuffisante l'augmentation de 5 % accordée pour le 1er mars, et n'acceptent pas le principe de cette augmentation en pourcentage qui creuse un écart hiérarchique entre les salaires. Ces services sont les plus mal payés, ils ont les conditions de travail les plus pénibles (travail en sous-sol, charges) : en catégorie 3, un agent d'exploitation gagne 1 300 F au bout de quatre ans de présence. Ils demandent un salaire net de 1 700 F, 300 F rajoutés au fixe.

A ces services se sont joints des ouvriers du service technique (électriciens, téléphonistes), certains rayons de vente, pour leurs propres revendications : augmentation des salaires, fermeture du magasin les jours fériés, suppression des trois jours de carence en cas de maladie, treizième mois au prorata du temps de présence, quatorzième mois pour remplacer la prime de vacances, cinquième semaine de congés payés, indemnité de garde d'enfants.

Vendredi 12, à Ivry, les employés ont débrayé deux heures pour les mêmes revendications, et se sont mis en grève à partir du 18. Ces entrepôts desservent tous les magasins B.H.V., on comprend l'importance d'une grève dans un tel centre.

Chèque bancaire à Paul Janvier, rue des Archives, compte BNP n° 014 855.





## L'occupation active du Parisien Libéré et les menaces contre les travailleurs du Livre

# Les grandes manœuvres d'Amaury

« Une imprimerie du Parisien Libéré est occupée. Mais les travailleurs ne sont pas en grève et confectionnent la seule édition de ce journal que la direction veut bien faire paraître » précise un tract récent de la Fédération française des travailleurs du Livre. Depuis le 3 mars, Emilien Amaury, patron du groupe de presse important auquel appartient *Le Parisien*, a décidé — au mépris de tous les accords — d'arrêter la fabrication de la version « grand format » de son quotidien, ainsi que de toutes les éditions régionales.

Tant mieux, dira-t-on : canard pourri, raciste, anti-syndical, anti-jeune. Il ne mérite que de disparaître. Mais le problème est-il là ? Les travailleurs du Livre ne sont nullement responsables du contenu du journal. Et si *Le Parisien* disparaissait, il y a gros à parier qu'il se trouverait bien une ou deux âmes généreuses pour produire des titres de remplacement. On peut très bien imaginer Hersant ou Dassault dans ce rôle...

### La « Néo » et les autres

Si Amaury mène cette politique, au risque de perdre son journal,

c'est qu'il cherche — au travers d'un affrontement direct avec les travailleurs de la presse parisienne et leur organisation syndicale — à remettre en cause les avantages acquis par ces travailleurs. Ce conflit arrive en effet en pleine période de crise de l'imprimerie. La grève de novembre 1974 à la Néogravure, le « Renault du livre », s'est soldée par le démantèlement du groupe, et plusieurs centaines de licenciements déguisés en départs à la retraite. Et il n'y a pas que la « Néo »...

On a pris l'habitude de citer en exemple le haut niveau de combativité et la force des travailleurs du Livre : un bastion de la classe ouvrière. Un rapport de force favorable que cette profession devait à son niveau de qualification. L'ouvrier imprimeur avait un rôle majeur dans la réalisation du produit final. Et cette qualification, comme le haut niveau culturel de la corporation ont donné aux ouvriers du Livre une combativité et une force qui leur ont permis d'obtenir des succès importants dans leurs luttes.

Concrètement, ce rapport de force s'exprime par un ensemble de conventions collectives nationales (qui imposent notamment l'échelle mobile des salaires) et par une définition précise de la productivité de

chaque poste de travail par des annexes techniques. Par ailleurs, dans la presse parisienne, le syndicat a imposé aux patrons le contrôle à l'embauche.

### Le maillon faible

Mais cette qualification, base essentielle du rapport de force, est en partie remise en cause par l'arrivée en force, depuis quelques années, des techniques modernes comme l'offset et surtout l'informatique. En effet, l'ordinateur dans une imprimerie, en réalisant une partie des tâches autrefois prises en charge par les ouvriers, supprime à la fois des postes de travail et une partie de la qualification autrefois nécessaire. Le coût de ces nouveaux matériels était très élevé ; mais depuis quelques années, il a baissé considérablement.

Les patrons français de l'imprimerie qui se sont alliés dans certains cas au grand capital (Paribas, Suez), voudraient bien réaliser des investissements dans ce domaine, pour résister à la concurrence européenne. Mais la convention collective et ses annexes techniques réduisent considérablement la rentabilité de tels investissements. Les patrons veulent donc faire sauter le verrou qui nuit à la réalisation de plus grands profits.

Pour réaliser leur opération, les patrons ont choisi d'utiliser le chômage. Ils se sont d'abord attaqués aux maillons les plus faibles : les journaux de province. Mais, pour avancer, ils ont besoin de renverser le rapport de force dans la presse parisienne, bastion traditionnel des ouvriers du Livre, point fort de leur organisation syndicale.

### Le « Parisien des travailleurs »

C'est dans ce contexte que survient le conflit du *Parisien Libéré* en même temps que la crise couve à *France-Soir* où plusieurs centaines de licenciements sont envisagés par le patron : le trust Hachette.

Pour justifier ces mesures, la direction invoque un déficit de plusieurs milliards. Il faudrait y regarder de plus près. Avec *le Parisien*, *l'Equipe*, *France-Football*, *Marie-France*, *le Courrier de l'Ouest*, *Maine Libre*, etc... le groupe Amaury a quand même de la ressource...

De toute façon, si déficit il y avait réellement, il serait un peu gros de vouloir le résorber sur le dos des travailleurs. D'autant que selon diverses informations, le groupe Amaury se préparerait à investir au même moment dans de nouveaux équipements, notamment des machines à lecture optique...

Dans cette affaire, *le Parisien* joue le rôle de poisson-pilote pour l'ensemble du patronat de presse. Les risques qu'il prend, seul dans la presse parisienne, ne peuvent s'expliquer que s'il bénéficie du soutien — même discret — des autres grands titres de la presse parisienne, voire de la presse régionale. En décembre dernier, *le Figaro* annonçait puis démentait l'achat du *Parisien* par le groupe Hersant, qui entretient déjà toute une équipe de journalistes avec un titre — *Paris-Matin* — qui n'est pas sorti. Au cas où...

Il s'agit donc d'une attaque d'envergure. Les travailleurs et leur organisation syndicale ne peuvent se cantonner à une stratégie défensive, aussi dure soit-elle. Si, comme le dit à juste raison le comité intersyndical du Livre dans un tract appelant à la solidarité, « une grande bataille est engagée, qui conditionne l'avenir de nos professions », La réplique doit être offensive, et mobiliser l'ensemble de la profession.

Certains ouvriers du *Parisien*, qui viennent au travail pour rien depuis le 3 mars, envisageraient même une édition réellement « libérée », cette fois-ci, du *Parisien*. A quand le *Parisien des travailleurs* ? C'est peut-être possible : on fabrique, on vend...

C.W. ■

## Après la « Néo », Lang...

□ L'imprimerie LANG, une des plus importantes de France, est située à Paris 19<sup>ème</sup>. Elle comptait en 1968 3 000 salariés. Elle n'en a plus aujourd'hui que 2 000, chiffre jugé pourtant excessif par la direction...

Celle-ci a décidé en octobre 1974 de développer la polyvalence pour essayer de faire réaliser un même travail par un personnel réduit. Elle devra reculer en partie face au refus des travailleurs de se prêter à cette manœuvre.

Le conflit a rebondi avec l'annonce par la direction en décembre 1974,  
— de 147 licenciements, dont 8 délégués ;  
— de son souhait de voir 150 départs « volontaires ».

Pour stimuler ces départs, elle instaure de nouveaux horaires, qui obligent les travailleurs à chômer le mercredi et à travailler le samedi au lieu du lundi. Ceci a fait tomber les

horaires hebdomadaires et la paye à trente deux heures, voire vingt-quatre heures.

Les travailleurs ont riposté par des délégations, des débrayages. Ils refusent aussi de venir travailler le samedi et se présentent normalement chaque lundi. Voyant que la direction refusait de céder à leurs revendications et qu'elle allait même jusqu'à leur demander de venir exécuter un « travail surprise exceptionnel » de sous traitance, le mercredi 5 mars, les travailleurs de l'atelier des rotatives offset ont décidé la grève avec occupation des locaux.

Ils se battent :

- contre « le travail à la carte » ;
- pour le maintien des 40 heures de salaire ;
- pour la retraite à 60 ans et son financement intégral par le patronat ;
- contre les licenciements ;
- pour le maintien de l'emploi sur place .





Lacq :

# une grève sans grévistes

◆ Du 12 décembre au 28 février, les travailleurs postés de la société nationale des pétroles d'Aquitaine (800 sur un effectif total de 4 400) ont, pendant 48 ou 72 heures chaque semaine, obligé la direction à baisser le débit du gaz traité par l'usine de 32 millions de m<sup>3</sup> par jour à 19 millions (1).

Après avoir tenu de longues semaines, par 59 % des voix pour et 41 % contre, ils ont voté l'arrêt de leur mouvement lors d'une assemblée générale, le 28 février. Le protocole d'accord ne règle aucun des problèmes fondamentaux qu'ils soulevaient. Aussi cet arrêt doit-il être considéré comme une simple pause : le temps de reprendre souffle.

Les « trois huit » dérèglent complètement la vie d'un homme : les horaires de repos et de sommeil sont décalés tous les deux ou trois jours ; la vie familiale en est directement affectée. Il n'y a qu'un dimanche complet de repos par mois. Qui plus est, les travailleurs postés de Lacq opèrent — tout comme les autres ouvriers de la SNPA — dans la pauteur et la nocivité du site de Lacq.

Aussi mettaient-ils en avant — et continuent-ils à mettre en avant malgré l'arrêt du mouvement — trois revendications qui touchent directement à l'amélioration des conditions de travail : semaine de 36 heures, avancement de l'âge de la retraite à 55 ans, reconversion au travail de surface (en conservant les avantages acquis) des travailleurs inaptes aux « quarts ».

Les travailleurs postés ne traduisent pas ces nuisances en termes de « fric », mais en termes d'une diminution du temps de travail, et donc d'une amélioration de la qualité de la vie. La direction sera bien obligée alors de procéder à des embauches : ce qui va à contre-courant de toute sa politique. Elle entend, au contraire, réduire par tous les moyens ses effectifs. La raison en est simple. La direction de la SNPA et du groupe ELF-ERAP a décidé de « foutre le camp » du Béarn dès que le gisement de Lacq sera épuisé. Pour cela, il lui faut actuellement réduire au maximum le nombre de salariés de la société, démolir toute l'infrastructure qui faisait de la SNPA une société de plein exercice, et ne laisser en place que l'usine qui deviendra une simple raffinerie du groupe traitant les derniers mètres cubes de gaz et que l'on

fermera après, purement et simplement.

Ce plan de démantèlement est maintenant connu des travailleurs. Et, dans leur immense majorité, ils ne l'acceptent pas. Le combat pour la survie et la reconversion de Lacq est commencé. Il passe aujourd'hui par la volonté de faire plier la direction sur les problèmes de l'embauche et de la diversification des activités de la société. Les travailleurs postés de la SNPA, à leur échelle et au travers de leurs propres problèmes, l'ont compris. Ils ne se battent pas seulement pour eux : on estime à 50 000 personnes le nombre de ceux, qui, directement ou indirectement, travaillent pour le complexe de Lacq. Qu'advient-il d'eux si l'ensemble ferme ?

Mais la lutte des travailleurs postés de Lacq ne s'arrête pas là. Ils n'exigent pas seulement, en effet, une amélioration de leurs conditions de travail dont, déjà, tout le monde devrait profiter dans le bassin. Ils réclament, en outre, une prime de quart égale pour tous et la suppression des classifications à l'intérieur des différentes catégories de travailleurs : ouvriers, ETAM, maîtrise (qu'ils traduisent par « polyvalence sur les unités de la tranche ») pour permettre à chacun, sans compromission, l'accès à la qualification. Ils entendent ainsi lutter contre la division à outrance qui est une arme privilégiée du patronat, en exigeant la réduction des différences de rémunération entre les travailleurs, et en resserrant ainsi le fossé artificiel entre les multiples catégories du personnel.

Comme à LIP et Râteau, les décisions étaient prises dans des assemblées générales ; des commissions de travail « techni-

que », « information », « finance », « piquets de grève » étaient constituées. Des travailleurs postés contrôlaient eux-mêmes la sortie des produits finis et le débit de gaz traité ; c'était un véritable embryon de contrôle ouvrier sur la production. Tout cet ensemble représente un apprentissage de la véritable démocratie ouvrière pour une partie importante du personnel de la SNPA.

La direction générale a clairement compris la portée des revendications mises en avant, et la façon dont la lutte était conduite. C'était, en quelque sorte, une



« grève sans gréviste ». Pour des raisons de sécurité, les travailleurs sont restés à leur poste durant toute la durée du mouvement. La direction était donc obligée de les payer.

Depuis peu une situation nouvelle est apparue en France qui modifie la carte d'alimentation du réseau de gaz. Jusqu'à ces dernières années, le Nord et l'Est de la France étaient alimentés par du gaz de Groningue (Hollande), le Sud et l'Ouest par le gaz de Lacq, ces deux gaz n'étant pas interconnectables (sauf à Paris même) car ils n'ont pas la même composition. Les travailleurs de Lacq

Social



tenaient donc en main environ la moitié de l'approvisionnement en gaz des industries françaises. Actuellement, l'usine de Skidda (Algérie) fournit à la France un gaz ayant la même teneur que celui de Lacq. En cas de conflit dur et généralisé, le gouvernement peut rendre inefficace l'action des travailleurs de Lacq, en alimentant la partie Sud et Ouest du réseau avec le gaz de Skidda.

La direction a donc préféré laisser traîner en refusant de négocier sur des bases sérieuses ; dans le même temps, elle a chargé un de ses directeurs de jouer le rôle de gendarme — lettres d'intimidation envoyées à domicile, refus de prêter le local de la cantine pour tenir les assemblées. Pour l'instant ces manœuvres n'ont eu qu'un résultat : celui de resserrer l'unité des travailleurs postés. La lutte est momentanément suspendue : à quand le prochain round ?

Groupe d'entreprise PSU du Béarn ■

(1) Il n'est pas possible d'arrêter totalement l'usine sous peine de détruire définitivement certaines unités. Le « minimum technique » (aujourd'hui de 19 millions) est déterminé par accord tripartite entre syndicats, direction et l'ingénieur des Mines. Du côté ouvrier, on n'a pas procédé à une étude approfondie (mais très complexe à réaliser) du véritable débit minimum qu'on pourrait exiger, sans dommage pour l'usine.

## COLLECTION PSYCHOTHEQUE

### NOUVEAUTES

Remi HESS  
La socianalyse  
15 F

Christian LIMOUSIN  
Bataille  
15 F

### déjà parus

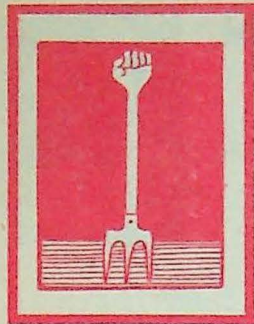
François LAPLANTINE  
L'ethnopsychiatrie  
Claude OLIEVENSTEIN  
Ecrits sur la toxicomanie  
Michel CRESSOLE  
Deleuze  
Pierre V. ZIMA  
Goldmann  
Georges TORRIS  
Essai sur l'homínisation  
Roland JACCARD  
L'homme aux loups

Maurice-D. MATISSON  
Le psychodrame  
Alain-Michel BOYER  
Michel Leiris  
Georges LAPASSADE  
Les chevaux du diable  
Florence de MEREDIEU  
Le dessin d'enfant  
Alain-J. COHEN  
Marcuse  
Georges LAPASSADE  
La bio-énergie

Le volume 15 F

éditions universitaires





## la colère des viticulteurs une histoire de piquette...

◆ Depuis quelques années nos pauvres oreilles de viticulteurs entendent une nouvelle « musique » gouvernementale : « Si vous vivez mal, si votre vin se vend à un prix de misère, c'est votre faute. Produisez des vins de qualité, sélectionnez vos cépages, modernisez vos équipements de caves... ». Mais pour moderniser, il faut des sous et l'amélioration de la qualité se fait peu à peu. D'ailleurs devinez-vous comment se déroule la campagne 1975 de vente ? Les seuls vins que les coopératives vendent facilement sont les vins de presse, c'est-à-dire ceux de plus basse qualité. Les négociants les achètent à un prix dérisoire (environ 0,70 F : cela dépend du degré) pour les couper avec des vins italiens ou algériens à fort degré (12 ou 13°) qui arrivent à Sète ou au Havre en ce moment à 7,50 F le degré-hecto, c'est-à-dire 0,90 F le vin de 12°. Pendant ce temps les vins de bonnes et moyennes qualités restent stockés dans les cuves. Nous pouvons déjà vous raconter

comment se passera la suite : Il restera beaucoup de vin dans les caves et les viticulteurs devront vendre le meilleur en septembre à n'importe quel prix afin d'avoir de la place pour la prochaine récolte.

Doit-on déduire qu'il ne nous reste plus qu'à produire de la « piquette » en grande quantité ? Certainement pas.

Il y a, à l'autre bout de la chaîne, le consommateur ; celui qui boit le vin des bouteilles en plastique d'un litre et demi. Il est, comme nous, un travailleur ; il ne peut pas payer les bouteilles cachetées (souvent trafiquées elles aussi d'ailleurs) de 72 cl à 10 F et plus. Nous voudrions qu'il puisse trouver un produit sain au prix de 2 F le litre maximum. Cela serait très facilement réalisable si, entre lui et nous, il n'y avait pas les trusts et l'Etat capitalistes.

Nombreux sont les viticulteurs qui considèrent que, pour traiter avec les grandes sociétés pinardières, il faut réorganiser, regrouper nos coopératives, unir nos moyens de fabrication et de commercialisation. Les regroupements de coopéra-

tives commencent à se faire (COVIVAR dans le Var par exemple).

Mais nous savons que vouloir jouer au plus fort avec le grand capital sur son propre terrain est une utopie. Le plus grand trust français du vin a des capitaux dans la banque de Paris et des Pays-Bas, la banque de l'Indochine, la banque de Suez. Il a des intérêts dans des marques connues de Cognac, de champagne, d'apéritifs anisés, de vins cuits, etc. ce qui lui permet de gagner beaucoup plus que sur les vins de consommation courante. Ce trust a le pouvoir d'organiser le boycott de nos vins du Midi quand il le veut, sans en pâtir.

Regrouper nos coopératives viticoles, c'est prendre en charge un stockage qui était jusqu'à maintenant à la charge du négoce. C'est s'enfermer un peu plus dans le système des emprunts et dettes.

Ce système des emprunts, les petits viticulteurs le connaissent bien. Beaucoup n'en réchappent pas ; après des années de mévente et un coup de grêle ou une gelée tardive là-dessus, il ne reste plus qu'à vendre pour finir de payer le tracteur de

3 millions, la sulfateuse dernier modèle ; et « clavar l'ostaù e escampar la clau per la finestra dou vagon que vos mena trabalhar au país ont de trabalh n'ia » (1) comme dit B. Lesfargues.

Mais nous pouvons refuser l'exode ou le chômage en nous battant. D'abord contre les trusts du vin, pour exiger une juste rémunération de notre travail. Car ce sont eux qui nous exploitent, viticulteurs du midi ou de l'Italie. Ce sont eux qui inondent le marché d'une « piquette » souvent trafiquée et imbuvable, mais tellement rentable. Dans l'unité nous pouvons réunir des moyens d'actions puissants contre les négociants. Il faut se battre aussi contre l'Etat et sa politique agricole qui favorise les trusts et les gros exploitants. Ce sont ces objectifs que nous défendons.

André Abbe,  
viticulteur dans le Var ■

(1) Fermez la maison, jetez la clé par la fenêtre du wagon qui nous emmène travailler au pays où il n'y a pas de travail ».

## Larzac : une journée qui en appelle d'autres

*A Paris, ce n'était pas la grande mobilisation. L'engagement de la CFDT et du PS était trop tardif, la préparation trop hâtive. Néanmoins, il y a quelques motifs de satisfaction. Pour la première fois une intervention parisienne Larzac se déroulait à l'initiative principale des parisiens... et les militants PSU étaient effectivement au rendez-vous.*

*Comme le demandent les paysans du Larzac, comme l'impose la lutte globale contre le pouvoir, il y a eu une petite virée de vacances sur le Causse : une bataille sur place. Et c'est cela qu'il faut poursuivre.*

*Càr le Larzac est dorénavant un axe central de lutte pour le PSU. C'est au Larzac qu'éclate l'énorme contradiction entre l'emprise croissante du grand capital international et le faux prétexte de la défense nationale ; il symbolise la jonction ouvriers-paysans et la lutte occitane pour la survie.*

*En préservant leur outil de travail, les paysans aident à mener la lutte permanente et vitale contre la militarisation de la société. C'est pourquoi, avec eux, il faut lutter jusqu'à la victoire.* ■



dernière  
heure

## l'attentat contre Laid Moussa

# le racisme tue

Trois ans d'emprisonnement dont 18 mois avec sursis n'auront pas suffi. Le mercredi 12 mars, Laid Moussa était sorti libre de la cour d'Assises d'Aix en Provence ; il avait déjà passé 18 mois en prison à la suite de la mort, lors d'une bagarre, de Michel Balozian qui, inspirant la terreur dans tout le quartier et menant grand tapage à l'aide d'un électrophone, empêchait chaque nuit ses voisins de dormir.

Trois ans n'auront pas suffi. Ce verdict de clémence, les racistes de tout poil ne l'ont pas accepté : mardi soir, Laid Moussa a été très gravement blessé, à bout portant, par un inconnu qui a pris la fuite.

C'est grave, très grave. Pas seulement parce qu'une personne est en train de lutter contre la mort. Certains, de sang-froid, tentent de tuer un homme pour la simple raison qu'il est un immi-

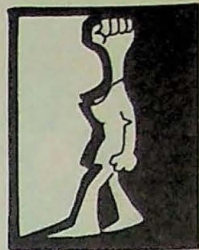
gré et que la justice, à leurs yeux, a été trop clément pour lui. Giscard a adopté la politique de Pompidou : le racisme ? n'en parlez pas, il n'existe pas. La magistrature marseillaise fait de même : quatre affaires racistes se sont terminées récemment par des non-lieux, les autres n'ont même pas pu être plaidées. Qui osera prétendre, cette fois-ci, que ce coup de feu n'était pas raciste ?

C'est grave, très grave. Giscard peut faire semblant d'afficher ses volontés libérales et tenter de désamorcer la lutte des travailleurs immigrés en déversant sur Marseille un véritable petit pactole (160 millions pour cette seule année pour régler officiellement le problème de leur logement dans la ville). Même ces velléités, l'extrême-droite raciste n'en veut pas. Et elle tue.

M.G ■



# 1975, année des femmes ?



## alors, profitons-en

Le 3 mars, F. Giroud a clos les « trois journées internationales des femmes », gigantesque mascarade où sont venues s'agiter sur le devant de la scène ces dames des gouvernements européens. Une kyrielle de femmes ministres (mais oui, il y a même des femmes ministres en Europe !) sont venues chanter la gloire des

pays capitalistes qui, seuls, malgré quelques « bavures » ont su assurer la « promotion de la femme ».

A-t-on parlé du nombre grandissant des chômeurs ? point ! de la poursuite de l'avortement clandestin malgré la loi poudre aux yeux de Mme Weil ? Fi donc, chassons la trivialité.

Alors qui peut croire à ce bluff monumental de l'année internationale de « la » femme, à cette réunion mondiale du palais des Congrès ?

Quand les luttes de femmes se développent, quand celles-ci crient non au chômage, non à l'avortement clandestin, l'O.N.U. décrète l'année 75 année des femmes pour tenter d'étouffer leur voix.

Le 8 mars, au milieu de ce concert superbement orchestré par la bourgeoisie, des femmes affirmaient que leur libération ne viendrait de personne, encore moins du gouvernement. « Ni l'O.N.U., ni Giroud ne parleront pour nous ».

Ce jour-là, dans la rue, 3 000 femmes fêtaient leur journée internationale, renouant avec leur propre histoire : le 8 mars 1957, à New York, dans le textile, éclatait la première grève de femmes brutalement réprimée par la police. En 1910, sur la proposition de Clara Zetkin, le congrès international des femmes socialistes déclarait le 8 mars journée internationale des femmes. Se retrouvaient, ce jour-là, des femmes du mouvement de libération des femmes, mais d'autres aussi qui sentaient la nécessité de répondre aux manœuvres gouvernementales sur leurs revendications spécifiques dans l'autonomie, qui voulaient affirmer leur volonté de lutte.

Mais, à ce 8 mars des femmes, pas de syndicat ; absence d'autant plus remarquable que la C.G.T. depuis ces dernières années n'a eu de cesse de commémorer cet anniversaire. Question de jour paraît-il : le samedi, les femmes gardent les enfants ! Encore fallait-il que les syndicats appellent réellement au débrayage des entreprises pour justifier leur choix du mercredi 13.

Mais alors le mouvement de libération des femmes ferait-il peur qu'on le fuit comme la peste ? Sans doute que les femmes deviennent une force qui compte. Qu'il faille s'en préoccuper, d'accord ! mais il ne faut pas aller trop loin : de la revendication à l'autodétermination sur ses propres problèmes à la remise en cause de la bureaucratie syndicale, ou même du modèle de socialisme il n'y a pas loin ! Alors on prend des initiatives pour ne pas être à la remorque mais on canalise. Ce qui donnait cet aspect traîne-savate à certains tronçons de la manifestation où le mot d'ordre « programme commun » étouffait de beaucoup les revendications spécifiques des femmes.



Au-delà de ces « bavures », le cortège syndical du 13 mars représente un pas en avant par rapport aux années précédentes. Pour la première fois, C.F.D.T. et C.G.T. défilent ensemble sur une initiative qui dépassait de loin les mini-délégations C.G.T. de l'année dernière.

Malgré les directions syndicales au cours de la manifestation, des secteurs entiers ont crié leur mot d'ordre spécifique de femmes. En particulier les femmes des banques (C.G.T.-C.F.D.T.). Est-ce un hasard lorsque l'on sait que au cours de la grève des banques, des commissions féminines, des groupes femmes se sont constitués, se sont développés ?

Le 8 mars, le 13 mars, réveil de la conscience féministe ? Sûrement puisqu'au travers des luttes s'affirme de plus en plus la nécessaire existence d'une force autonome qui permette d'imposer, dans tous les lieux de confrontation sociale, le droit à l'autodétermination des femmes sur leurs revendications spécifiques.

C'est ce qu'affirmaient avec force les militantes C.F.D.T., le 7 mars, au cours du meeting femmes organisé par la C.F.D.T., en racontant la lutte difficile qu'elles avaient menée dans leur section syndicale pour imposer la création de commissions féminines. Selon Jeannette Laot, membre de la commission exécutive de la C.F.D.T., le blocage ne vient pas vraiment des hommes ; une plus grande représentativité des femmes dans la confédération est une affaire de bonne gestion démocratique, le problème doit se régler au niveau local. Les militantes C.F.D.T. ont répondu par une coordination des commissions féminines au niveau régio-

nal parisien (à charge pour la province d'en faire autant avec la volonté de poursuivre les initiatives pour l'année des femmes).

1975, année des femmes ? Alors profitons-en ! Multiplions les initiatives : l'accord confédéral C.G.T.-C.F.D.T. préconise la

création de centres d'orthogénie dans les entreprises ? Imposons le contrôle des femmes sur ces centres par l'intermédiaire des



commissions féminines ou des groupes de femmes en liaison avec les hôpitaux. 54 % des chômeurs sont des femmes ? Imposons une charte de l'emploi des femmes comme l'ont fait déjà les camarades de Besançon. Ni Giroud, ni l'O.N.U. ne parleront à notre place.

Danièle BREVET ■

**DECOUVERTE  
ET CULTURE  
Loisirs**

### en république populaire de chine

du 9 juillet au 31 juillet

( PEKIN - CHEKIATCHANG - LINSHIEN TCHANGHA -  
CHAOCHAN - KOUÉILIN - KOUANGTCHEOU )

du 8 octobre au 30 octobre

( PEKIN - CHEKIATCHANG - TACHAI - SIAN - CHAN -  
GHAI - KOU ANGTTCHEOU )

### ADHEREZ A D.C.L.

94 rue Notre Dame des Champs - 75006 Paris - tel 325 00 09 et  
633 77 78 - ouvert de 10 h 30 à 19 h -





portugal :

## la révolution en marche

Les événements au Portugal se succèdent et se précipitent depuis plus d'une semaine. Le coup d'Etat réactionnaire du 11 mars, dirigé par Spinoza, mis en échec par les masses populaires et les officiers du Mouvement des Forces Armées, les soldats et les marins, est venu rappeler que la réaction capitaliste était loin d'avoir été anéantie et qu'elle n'hésitera pas à recourir à tous les moyens pour restaurer une dictature autoritaire et répressive.

Le début de l'enquête a montré la complicité active des milieux financiers et politiques de droite dans cette tentative : la plus grande banque privée, Esperito Santo, est directement impliquée comme le Parti du centre démocratique et social (CDS), le Parti démocrate chrétien (PDC) et le Parti populaire démocratique (PPD).

Dans ce contexte, le courant droitier du MFA a été mis en minorité et les militaires progressistes du MFA ont constitué comme pivot central du pouvoir un Conseil de la Révolution de vingt-quatre membres, éliminant des

membres jugés trop tièdes et intégrant des officiers de la base, représentatifs des forces les plus engagées dans le processus.

Cependant les dernières mesures annoncées par le MFA, suspendant les activités du P.D.C. à droite et du MRPP (1) et de l'AOC (1) à l'extrême-gauche, montrent que la radicalisation politique n'est pas dépourvue d'ambiguïtés graves (en particulier, le CDS n'est pas touché par ces mesures). S'il n'est pas question d'approuver en quoi que ce soit la ligne politique de ces deux mouvements maoïstes qui font du Parti communiste portugais l'ennemi principal — ce qui amène à des collusion objectives inquiétantes — nous ne pensons pas que le dépassement des contradictions à l'intérieur des forces révolutionnaires au Portugal passe par la répression contre certaines d'entre elles

(1) MRPP : Mouvement pour la reconstruction du parti du prolétariat.  
AOC : Alliance Ouvrière et Paysanne.

◇ C'est un plaisir certain — une fois n'est pas coutume — que procure la lecture des journaux de la bourgeoisie. Alors qu'on veut faire trembler de peur les bons Français en parlant de l'« Armée Rouge » qui, par un détour dont l'Histoire a le secret, nous viendrait du Sud, tout le monde sent bien qu'en réalité l'affaire est sérieuse et que c'est la révolution socialiste qui devient concrètement à l'ordre du jour en Europe pour la première fois depuis longtemps. Et tout le monde sait aussi que ce n'est qu'un début et que d'autres, et en particulier l'Espagne, suivront.

Alors la bourgeoisie portugaise aurait-elle perdu la tête en provoquant un putsch qui, par son échec lamentable, ne fait qu'accélérer le processus ? Apparemment, il suffisait d'attendre les élections fixées au 12 avril, qui — étant donné les moyens inégaux — auraient selon les sondages donné 70 % des voix au PPD et au PS, et entre 10 et 15 % au PCP. Et de s'interroger sur le piètre politique qu'était Spinoza, décidément destiné à rejoindre les poubelles de l'Histoire : il a même failli, suprême infamie, n'avoir comme pays d'accueil que ... le Chili !

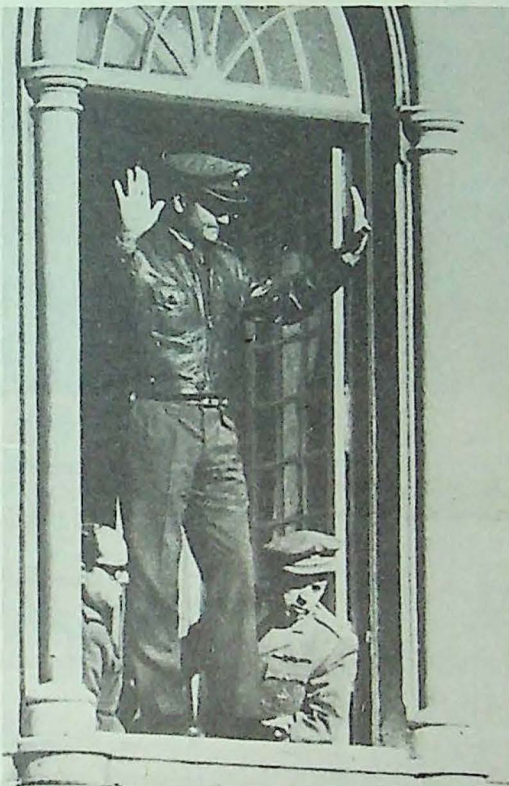
En réalité, on ne peut comprendre la décision collective d'une bonne partie de la bourgeoisie portugaise de faire un coup d'Etat dès maintenant si l'on ignore la profondeur et l'accélération de la crise globale du capitalisme portugais.

En effet, la crise mondiale se manifeste au Portugal en termes particulièrement aigus, dans une société où les besoins les plus élémentaires des masses sont de moins en moins satisfaits. Déjà, au moins 200 000 travailleurs sont au chômage — soit 8 % des actifs — et ce nombre peut s'accroître très vite. Or, en même temps, la bourgeoisie financière, industrielle et agraire organise le sabotage économique, pour essayer à travers cette aggravation provoquée de rétablir sa domination politique autoritaire : fuite de capitaux, grève des investissements, abattage de bestiaux, suppression des commandes... la gamme est à la fois variée et peu originale.

Il est significatif surtout de constater que les firmes multinationales sont particulièrement actives, ainsi Rabor — ITT — tiens, tiens, déjà vu ça quelque part — a renoncé à tout investissements, abattage de bestiaux, suppressions provenant d'autres filiales et retient les matières premières dans une autre...

## contre le chômage

Cette crise ainsi aggravée, les travailleurs portugais la supportent de moins en moins en ce début d'année : que ce soit à la campagne, dans l'Alentejo surtout, où les paysans occupent les terres incultes ou mal cultivées, obligent les latifundistes à donner du travail aux chômeurs, imposent de fait une profonde réforme agraire... Ou que ce soit dans les entreprises, où les travailleurs organisent la riposte contre les licenciements à tous les niveaux : de Sagres, au Sud,



dans une brasserie où les travailleurs en assemblée générale exigent la nationalisation, jusqu'à ITT-Rabor où ils occupent les installations, empêchent toute entrée aux administrateurs, en passant par Eurofil, grande entreprise textile moderne où ils imposent la démission de la direction, maintiennent l'usine en activité et contrôlent démocratiquement tout le processus, partout les travailleurs ont l'initiative.

C'est dans ce contexte qu'après la bataille sur l'unité syndicale de la fin janvier une grande manifestation contre le chômage était organisée à l'initiative des travailleurs d'EFACEC-UNEL à Lisbonne le 7 février. Les réformistes ont voulu en imposer l'interdiction ; les travailleurs ont passé outre et finalement cette journée du 7 février, à laquelle participèrent aussi des soldats et des marins, fut une démonstration de grande importance, prouvant que les travailleurs étaient capables par leur fermeté dans leurs objectifs et dans leurs formes de lutte de dépasser l'infantilisme des actions pseudo-radicales.

UN MEETING SUR LA SITUATION AU PORTUGAL sera organisé par le PSU, avec les délégués du MES et de la LUAR, le mercredi 16 avril à La Mutualité (Paris) à 20 h 30.

C'est dans cette situation que la bourgeoisie construisait sa contre-offensive au niveau économique, mais aussi politique et militaire. Mettant en avant le CDS et le PPD, l'offensive prenait forme ; parallèlement le secteur droitier des forces armées arrivait à faire admettre un plan économique très « réformateur » et refusait d'inclure des mesures anticapitalistes, comme le proposait le MES.

## la droite du MFA

Toute la question pour la bourgeoisie était d'entraîner le Mouvement des Forces Armées (MFA) dans cette perspective, pour qu'il soit l'instrument armé de ses projets. Le courant droitier du MFA, représentait le projet autoritaire du capital financier ; il s'efforçait d'organiser la répression des luttes des travailleurs à travers des discours sur l'ordre, la hiérarchie, la discipline. Il s'agissait en même temps d'affaiblir et d'isoler la commission de coordination du programme du MFA, jugée trop à gauche.

Comme d'autre part l'épuration dans l'armée était loin d'être faite, il fallait encore profiter de cette situation pendant qu'il était encore temps, dans une période de crise accentuée où risquait de se réaliser un certain type de liaison entre les officiers progressistes du MFA et les luttes des travailleurs.

Il semble que la bourgeoisie « spinoliste » ait cru le moment venu pour bloquer et renverser cette tendance, avant qu'il ne soit trop tard, dès avant les élections. En réalité, l'échec même du coup d'Etat montre que la bourgeoisie avait raison de s'inquiéter de l'état actuel de l'avancée du processus à l'intérieur même des forces armées, en particulier au niveau de la base, c'est-à-dire des miliciens appelés.

## les soucis de l'OTAN

Maintenant, la radicalisation du processus est claire : l'OTAN est « très préoccupée » ; et les Américains estiment la situation plus grave qu'au Cambodge, ce qui n'est pas peu dire...

Les moyens de pression de l'impérialisme sont encore très forts et risquent de s'accroître. Par son échec même, le coup d'Etat est un appel au secours à l'impérialisme, car le bras armé de la bourgeoisie portugaise a une telle tendance à la fracture que son caractère opérationnel anti-ouvrier devient problématique...

Le soutien à la lutte des travailleurs portugais devient une nécessité politique urgente et — en ce sens — l'initiative du PSU d'organiser en liaison avec nos camarades révolutionnaires portugais un meeting de masse pour le soutien à la révolution portugaise en marche devrait être le début d'une solidarité à amplifier. Le Portugal ne sera pas le Chili.

Bernard RAVENEL ■



## Cambodge : vers la libération totale

◆ L'évacuation des ressortissants français du Cambodge, organisée en hâte avec la fermeture de l'ambassade, souligne l'évolution de la situation militaire à Phnom-Penh où le régime de Lon Nol est entré dans une dernière phase de décomposition.

La capitale est maintenant assiégée. L'aéroport est toujours bombardé et, sur le Mékong, la base de Neak Luong qui abrite la dernière garnison républicaine de quatre mille hommes, est sur le point d'être contrôlée par l'armée populaire.

Mais ce qu'il importe de souligner, parce que c'est une caractéristique fondamentale de la révolution cambodgienne, c'est à un plus grand contrôle militaire correspond un plus grand contrôle politique du FUNC et du GRUNC. Dans Phnom-Penh assiégée, ce sont les dernières manifestations organisées par les étudiants pour demander le départ de Lon Nol et de sa bande qui en apportent une nouvelle preuve. Dans les zones libérées, c'est la réunion du deuxième congrès national du Kampuchea, dont la déclaration finale en huit points souligne les importantes résolutions politiques des forces populaires.

L'impérialisme américain, aculé en position défensive, redoute par dessus tout l'échec de sa politique au Cambodge. L'administration Ford va chercher par tous les moyens à trouver une nouvelle riposte, même militaire. Les 21,5 millions de dollars que le Pentagone vient de retrouver « par hasard », dans un tiroir, pour fournir en munitions les armées républicaines en déroute, montrent que la politique « du bain de sang » est bien celle menée cyniquement par l'impérialisme US « sous le prétexte de sauver des vies humaines ». Le retour d'éventuels bombardements américains n'est pas à écarter.

C'est dans ce contexte qu'à Paris, à l'occasion du cinquième anniversaire de la lutte du peuple cambodgien pour sa libération, se tient une importante conférence. Un débat aura lieu avec la participation de Chau Seng, membre du bureau politique du FUNK, représentant du Chef de l'Etat, Ox Sakun, ambassadeur, chef de mission du GRUNC en France, et de nombreuses personnalités de la presse internationale.

A. JACQUES - P. TANNEUR ■

Samedi 22 mars 1975 (14 à 18 h), salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, Paris 7e (M° Bac).

Le « petit prince » (à droite) avec Keien Sampen (à gauche), le chef des Khmers rouges : bientôt la victoire..

## Chili : Club de Paris : le soutien de l'occident à la junte fasciste

◆ C'est probablement mardi 25 mars, dans la plus grande discrétion, que va se réunir le Club de Paris, organisme international constitué des treize pays créditeurs du Chili : USA, RFA, Japon, France, Grande-Bretagne, Suède, etc...

L'importance de cette réunion ne se mesure pas uniquement à l'ampleur de la dette dont est créancier le Club de Paris (3 080 millions de dollars), mais aussi à la signification politique concrète de cette aide, compte tenu de l'isolement grandissant de la junte sur la scène internationale comme à l'intérieur même du Chili.

La faillite de la « gestion militaire » est en effet devenue flagrante : la Banque mondiale estime le taux d'inflation à 600 % ; le chômage prend un caractère endémique (9,5 % officiellement, en fait autour de 20 %) ; selon la junte elle-même le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 37 % lors de l'année écoulée ; le pain représente aujourd'hui pour une famille ouvrière 21 % de son revenu et 40 % pour les plus pauvres !

Sur le plan des échanges extérieurs, l'avenir est sombre également : la chute des cours mondiaux du cuivre, la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie vont rapidement toucher :

— la balance commerciale, qui bénéficiait jusqu'alors du prix élevé du cuivre grâce aux manipulations de l'impérialisme US après la chute d'Allendé ;

— la balance des paiements, qui va connaître un déficit estimé à 985 millions de dollars, alors que le taux d'endettement du Chili a augmenté de 16 % durant l'année écoulée.

Quant aux investissements étrangers, tant espérés par les militaires fascistes, ils sont faibles et limités aux secteurs miniers et de la cellulose. Depuis l'apparition du nouveau statut de l'investissement étranger en juillet 1974, scandaleusement avantageux pour les trusts impérialistes, jusqu'à décembre, quatre millions de dollars seulement ont été investis au Chili dans le secteur industriel. Tout semble indiquer que les capitalistes étrangers mènent une politique attentiste en raison d'une situation interne « non stabilisée ».

les yachts de la bourgeoisie

On assiste d'autre part à une véritable dilapidation des richesses du pays au profit des classes aisées : il y a diminution de l'importation de produits alimentaires de base comme le lait, alors qu'on augmente l'importation de biens coûteux tels que les hangars d'entretien pour yachts... Les dépenses touristiques de la bourgeoisie chilienne sont en augmentation cette année, alors que le Financial Times du 19 décembre 1974 estimait que 85 % des travailleurs n'ont pas franchi « la ligne de pauvreté » et que 60 % d'entre eux souffrent de malnutrition, tandis que l'épiscopat déclarait que 30 % de la



population vivait dans une extrême misère.

La restriction du marché intérieur et le sentiment d'instabilité sont tels que la bourgeoisie chilienne elle-même commence à investir... en Europe, alors qu'elle n'a jamais fait rapatrier les fonds « évacués » vers l'étranger au moment sous l'Unité populaire.

Sur le plan intérieur, quelques expulsions de personnalités de gauche n'arrivent pas à masquer les arrestations quotidiennes, les assassinats et les tortures permanentes. L'isolement international de la junte s'est accru considérablement. Les condamnations concernant la violation des droits de l'homme se multiplient : OIT, ONU, OEA, UNESCO, Tribunal Russel, Conférence d'Hel-sinki...

C'est dans cette conjoncture que la junte a demandé une convocation exceptionnelle du Club de Paris afin d'obtenir de nouvelles conditions de paiements de la dette externe chilienne, donnant ainsi un sursis économique aux dictateurs en place. En 1974 déjà, les négociations avaient abouti à un accord scandaleusement avantageux par rapport à celui obtenu précédemment par le gouvernement d'Allendé.

Dans cette nouvelle réunion, il ne s'agit donc même plus d'une tractation financière « rentable » (tant est impressionnant le bilan de faillite), mais d'un soutien politique ouvert à la dictature en place.

Les fruits de cette négociation serviront en effet :

— à l'accroissement des dépenses d'armement de la junte (déjà passées de 2 à 7 % du budget, sans compter les dépenses prises sur les devises provenant de la vente du cuivre), et à l'enrôlement de nouvelles troupes de répression ;

— et d'autre part à l'indemnisation des compagnies de cuivre nationalisées sous l'UP : près de 500 millions de dollars ont ainsi déjà été engagés.

Il s'agit donc de contribuer au génocide d'un peuple affamé en le pillant et en armant ses bourreaux.

Mais la pression internationale des travailleurs commence à se faire sentir. Déjà l'Angleterre, la Suède, l'Italie ont annoncé qu'ils ne viendront pas à Paris. D'autres pays peut-être suivront. Les travailleurs français eux aussi doivent dénoncer l'appui donné par Giscard aux barbares chiliens et demander le retrait de la France de cette négociation.

Jacques LAURENT ■

## Boycott : les travailleurs australiens montrent la voie

Depuis deux mois environ, 300 000 tonnes de blé destinées au Chili sont bloquées en Australie, grâce à la mobilisation des travailleurs des docks et du rail.

En effet les syndicats de dockers et de cheminots australiens, ayant pris connaissance de la situation intérieure régnant au Chili, ont empêché l'expédition de cette importante quantité de blé qui représente un contrat de 52 millions de dollars (près de trois fois le montant des crédits sur le blé accordés par les USA) et 40 % des importations de cette denrée.

Paradoxalement, quelques démarches ont été faites auprès des

travailleurs australiens pour qu'ils suspendent leur action, en échange de la libération de quelques prisonniers, ce qui n'a pas manqué de provoquer leur étonnement. Mais le boycott a été maintenu.

Aujourd'hui, devant la détermination des syndicats australiens, la junte recule et prétend même n'avoir jamais passé de contrat avec une compagnie de ce pays...

Après les travailleurs anglais, suédois, finlandais, les travailleurs australiens montrent concrètement la voie que peut prendre la solidarité internationale pour lutter efficacement contre la dictature fasciste. ■



## International en bref...

### ● la vengeance de Balaguer

Gomez Suardi, le seul survivant du groupe de militants révolutionnaires inscrit depuis 1970 sur la liste noire du gouvernement dominicain dirigé par Joaquin Balaguer, a été jugé le 22 mars à la XIVe chambre correctionnelle de Paris, pour « falsification d'acte d'état-civil » et « vol » dans un Prusinic. Plusieurs organisations révolutionnaires et démocratiques dominicaines en exil ont publié une déclaration dans laquelle elles indiquent notamment, après avoir réfuté les chefs d'accusation : « Le jugement qui sera rendu par le tribunal français est d'une grande importance : ou bien Gomez sera condamné pour vol, et le complot ourdi par le Président réactionnaire Balaguer et la CIA aura réussi. Ou bien la justice française, conformément à sa tradition, permettra au militant révolutionnaire Gomez de recevoir l'Asile en France ».



◆ Dans son dernier film, **Dupont-Lajoie**, Yves Boisset (« **L'Attentat** », « **RAS** ») décrit le processus qui transforme de paisibles vacanciers, « Français moyens », en une bande d'assassins racistes que la justice oubliera d'inquiéter, tant elle est occupée ailleurs.

Récit extrêmement efficace et convaincant, mettant bien en évidence le rôle déterminant (parce qu'ils interviennent quand il le faut) du petit Bigeard de service et du notable « intellectuel » qui a le bras long et la parole facile. La position des femmes est également intéressante à noter, oscillant entre la complicité, la passivité ou la peur, mais toujours dans la soumission.

### Le travailleur et le raton

Mais l'intérêt principal du film réside dans le rapport entre ce qui est dit et ce qui est fait, entre l'idéologie et la réalité qu'elle prétend exprimer. Boisset tente de démasquer les propos racistes en les confrontant avec la réalité sociale qu'ils recouvrent et les actes qu'ils impliquent.

Dupont Lajoie se débat avec sa misère sexuelle et son ennui. Il n'a aucun pouvoir sur sa propre vie. Il se donne l'illusion de dominer la situation en exerçant une autorité dérisoire sur son fils, sur sa femme (« **Bouge pas, je vais arranger ça** »), en engueulant les autres automobilistes (« **Quand on veut jouer les caïds faut avoir les moyens** »), en achetant la plus belle caravane, et en se trouvant enfin un bouc émissaire — l'étranger, l'autre, le bicot. Le discours raciste de l'huissier est aussi un masque posé sur son refoulement, son obsession de l'ordre policier et son ambition à diriger.

Il arrive que le propos raciste, constamment démenti par la réalité, s'emberlificote lui-même. Ainsi le même travailleur algérien qui est un interlocuteur « valable » sur le chantier, dans son déguisement d'exploité au travail, devient un sale raton au bal, lorsqu'il prétend sortir de son rôle et s'amuser « **comme les Français** ».

### Camouflage et mise à nu

Au fur et à mesure que le film avance, le racisme verbal devient progressivement insupportable (et ce n'est pas un des moindres mérites du film) jusqu'à la scène finale où Lajoie raconte le lynchage comme un exploit à la Robin des Bois. Il rejoint d'ailleurs par là le discours officiel (les Algériens se sont entretués) dans la même fonction de protection et de dissimulation.

Il faut ici insister sur les différentes figures de camou-

# le Dupont-Lajoie d'Yves Boisset

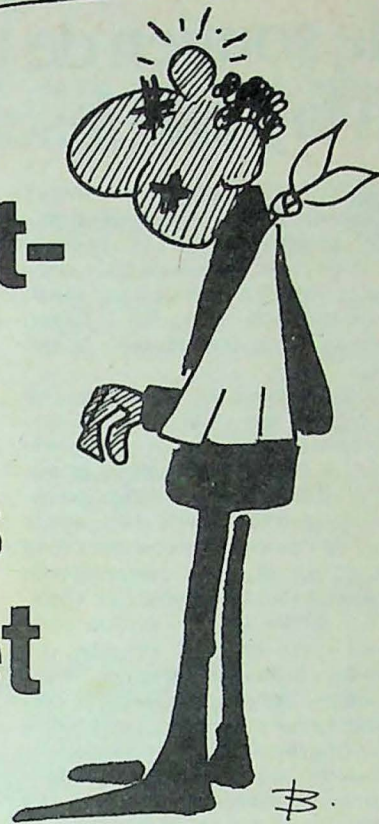
flage que le film met en évidence. La télévision, omniprésente, est un élément fondamental de travestissement. Son rôle de représentation de la réalité en fait un instrument idéal de manipulation et de mensonge. Il n'est pas besoin d'insister beaucoup sur la fonction du « jeu intercamping » (« **L'émission qui ensoleille vos vacances...** »), sur la conception de la « culture » qu'elle trébale, ni sur le personnage de l'animateur Tartafionne, en qui chacun aura reconnu tel pitre télévisuel hélas bien contemporain. Toujours en représentation ; uniquement préoccupé de son apparence et de l'image qu'il va transmettre d'une réalité qu'il fabrique lui-même de toute pièce : « **Quand les journalistes seront là, j'irai voir les parents...** ».

### Voir ou comprendre

Image double également du petit pied-noir, personnage « positif » par rapport au racisme et qui, bousculé par les événements d'Algérie, en est venu à participer à l'abrutissement collectif, se faisant « gentil organisateur » d'une évasion où les règles et les conventions sont aussi fortes que l'illusion de liberté (« **Ben quoi, c'est les vacances non ?** »).

Duplicité aussi des notables en tous genres, chacun rivalisant d'imagination pour trouver une version plausible du « drame », jusqu'au chantage à la promotion, final et décisif...

Double visage enfin du policier qui retourne sa veste, image chère à Boisset (« **le Condé** ») du « **bon flic qui ne peut rien** » (« **A titre officiel je ne pense pas, j'exécute** ») et



qui se rallie à la formule dénoncée quelques instants auparavant : mieux vaut une grande injustice qu'un petit désordre.

Ce jeu entre le camouflage et le dévoilement permet à Boisset un travail intéressant sur la relation du spectateur avec l'objet-film. Celui-ci ne fonctionne pas comme la télé de Tartafionne, où tout est donné comme vrai et immuable (voir c'est comprendre), placé au même niveau, aplani et finalement neutralisé. Le film de Boisset oblige le spectateur à des changements d'attitude : distance-adhésion-renvoi-émotion-recul, qui entraînent une position critique devant une réalité qui n'est pas donnée à voir en bloc, mais à organiser dans sa complexité et ses contradictions.

Le retournement de situation qui s'opère à partir du viol n'est pas un simple truc de mise en scène ; c'est la transformation du spectateur, jusque-là complice amusé, en témoin mal à l'aise. Le rire reste coincé en travers de la gorge et force est bien de réfléchir aux conséquences logiques des comportements si « amusants » et anodins du début du film. Les personnages auxquels on cherche à se rapprocher basculent les uns après les autres, obligeant à remettre en cause l'impression produite l'instant d'avant.

### Connerie ou aliénéation

Cette démarche met toutefois en évidence une des faiblesses du film : l'absence de personnage « positif » en position d'agir. L'attitude humaniste et noblement individuelle de Vigorelli est bien sûr vouée à l'échec.

Ce n'est pas pour rien, que la critique quasi-unanime applaudit en Dupont Lajoie un film qui pourfend la connerie du Français moyen. Élégante façon de se boucher les yeux. En effet, de cette conception découlent deux conséquences possibles : 1) dans chaque Français, il y a un con qui sommeille : rien à faire, sinon ne pas le réveiller ; 2) il y a les cons par essence (nés cons et appelés à le rester) et... les autres, c'est-à-dire nous ; rien à faire non plus, sinon les mettre un peu en cabane quand ils font de vilaines actions.

Deux manières de travestir la réalité et d'éluider les questions : qui est con ? Comment le devient-on ? Comment lutter ? Et c'est bien là que le bât blesse. Le film reste très discret sur le processus de l'aliénéation lui-même. Comment le Français dit moyen, victime du système par tous les bouts, fait-il sien l'idéologie de l'adversaire jusqu'à prêter son bras pour tuer ? Sans compréhension de ce processus, pas d'action possible. Le seul élément montré clairement comme facteur d'aliénéation, c'est la télévision. Comme on le voit, le terrain reste à explorer.

### Western

Quant à la lutte collective contre le racisme et ses manifestations, elle est tragiquement absente du film. Ce ne sont pourtant pas les exemples qui manquent dans l'actualité de ces dernières années... Un silence lourd de conséquence pour l'impact du film.

Le dénouement n'est pas innocent non plus à cet égard. Au lieu de laisser le spectateur face à face avec Lajoie, démasqué et poursuivant son propos raciste devenu intolérable, on le supprime (au sens propre, il disparaît de l'écran et de notre tête) pour faire place comme dans les westerns au justicier solitaire et implacable qui retrouve le salaud dans sa tanière et accomplit son œuvre de vengeance sans sourciller. Applaudissements dans la salle : Zorro arrive toujours au bon moment.

C'est sans doute faire un reproche un peu vain à un cinéaste qui ne se cache pas d'attacher plus d'importance aux « vertus spectaculaires » de ses films qu'à leur utilité pour la lutte des classes. Il n'empêche que ce film, tel qu'il est, doit être vu et discuté par le plus grand nombre. A cause des problèmes qu'il pose, comme des questions qu'il laisse sans réponse, il peut être une arme dans la lutte contre le racisme. Pourquoi la dédaigner ?